# INpreCOR

Numéro 327 du 29 mars au 11 avril 1991 ◆ 20 FF 5 FS 100 FB



- ALLEMAGNE : Dans les rues de Leipzig
- URSS: Gorbatchev dans son labyrinthe
- BOLIVIE : Voyage au fond de la mine



SOMMAIRE DU N° 327 DU 29 MARS AU 11 AVRIL 1991

### YOUGOSLAVIE

La lente agonie de la fédération Michele LEE

### 6 UNION SOVIETIQUE

Gorbatchev dans son labyrinthe David SEPPO

### 11 ALLEMAGNE

Dans les rues de Leipzig Hans-Jürgen SCHULZ

« Il y a toujours eu une alternative... »

Interview de Jakob MONETTA

### 14 GOLFE

La "guerre nouvelle" Jean-Louis MICHEL

### 16 JORDANIE

Le Pacte national Omar SALEM

### 18

### KOWEIT

"Free Kuwait"...
Salah JABER

### 19

### VIET-NAM

Contestation et "tour de vis"

Pierre ROUSSET

20

Quand la maison brûle... Interview de BUI Tin

22

Le congrès de la dernière chance DOCUMENT

### 25 BOLIVIE

La résistance des mineurs Interview de Felipe VAZQUEZ

27

Nouvelles du monde CHINE ; MARTINIQUE ; PORTUGAL ; ALGERIE ; BELGIQUE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

### La dure loi de la finance...

C'EST BIEN connu, tout augmente... Or, depuis quelques années, les prix d'Inprecor n'avaient pas bougé. Pour rattraper la hausse des coûts de fabrication, nous venons donc de décider de faire passer le prix du numéro "simple" de 15 à 20 francs. En revanche, les numéros doubles de 36 pages (minimum trois par an) resteront à 20 francs.



PARALLELEMENT à cette hausse du prix au numéro, les abonnements vont bientôt augmenter, passant de 280 à 330 francs pour un an et de 140 à 170 francs pour six mois, pour la France (des augmentations proportionnelles sont prévues pour les autres pays). Cependant, dans notre infinie mansuétude, vous avez jusqu'au 1er mai 1991 pour vous réabonner, voire vous abonner à l'ancien tarif.

**D**EPECHEZ-VOUS donc de souscrire, ou de faire souscrire autour de vous, des abonnements à votre revue préférée.

Larédaction

### INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par PEC
(Presse-Edition-Communication)
Administration:
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél: 48 59 00 80

Directeur de publication : Christian Lamotte Commission paritaire n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516 Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS Tél.: 4532 06 23

### ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe 140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM 155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie 180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

### Pli fermé

France: 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an. Europe: 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an. Autres continents: nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,

153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,

compte n° 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal

n° 2.322.42 T Paris.

~	
Abonnement 🗆	Réabonnement
Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)	
   Nom Prénom :	
I	
Commune   Code postal :	
Ville:	
Pays:	

### Slobo sur la corde raide

L'article ci-contre a été rédigé avant les émeutes du 9 mars 1991 en Serbie (voir Inprecor nº 326 du 15 mars 1991), qui ont marqué un infléchissement possible de la situation politique yougoslave : la montée d'une opposition de masse au pouvoir de Slobodan Milosevic (Slobo) en Serbie même. Audelà des revendications immédiates d'un pluralisme des médias, l'enjeu de l'éclatement du front serbe concernait la possibilité même d'une négociation entre différentes républiques sur l'avenir et les formes de l'union. Le risque majeur, qui s'est très concrètement profilé pendant quelques jours, est celui d'une action de l'armée, soutenant, au moins pour une partie substantielle de cette dernière, directement une intervention dirigée par Milosevic contre les autres républiques, par-dessus les pouvoirs de la fédération avec, à la clé, une guerre civile immédiate (1).

Le danger demeure. Une telle intervention risque de se produire si Milosevic se sent légitimé et soutenu par une population serbe unanime. Or, les oppositions - y compris celle des nationalistes du Mouvement pour un renouveau serbe de Draskovic (de tradition royaliste antifasciste) (2) - perçoivent de plus en plus Milosevic non pas comme le garant du maintien de la Yougoslavie, mais, au contraire, comme le principal facteur d'éclatement et d'affrontements civils. Le fait que l'armée se soit finalement pliée (provisoirement peut-être) au pouvoir de la présidence collégiale, le fait aussi qu'après avoir démissionné le président serbe ait réintégré son poste à la tête de cette présidence et, enfin, la rencontre récente entre Milosevic et Tujman (le président de la Croatie) sont autant de manifestations de l'affaiblissement du pouvoir absolu de Milosevic.

Les différents gouvernements républicains se sont donnés deux mois pour conclure un accord et la venue d'un Croate à la tête de la présidence de la fédération à partir du 15 mai, est perçue comme une échéance possible pour une nouvelle tentative d'intervention de l'armée

Mais la Yougoslavie ne pourra pas être maintenue de force. ★

> Catherine VERLA 28 mars 1991

# La lente agonie de la fédération

Ceux qui avaient prédit que Milosevic allait enterrer la Yougoslavie ont eu raison. Un an après l'éclatement de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY, ancien Parti communiste) (1), la fédération elle-même est au bord de l'éclatement. Malgré sa rhétorique fédéraliste, la Serbie a entamé ce processus en novembre 1990, avec l'adoption de sa nouvelle Constitution; elle a été suivie en février 1991 par la Croatie et la Slovénie; la Macédoine fera sans doute de même prochainement. Le Monténégro a juré de rester fidèle à la Serbie quoi qu'il arrive. En Bosnie-Herzégovine, les nationalités musulmane et croate voudraient que cette république se proclame également Etat souverain, mais, pour l'instant, les Serbes de Bosnie s'y refusent. Les deux dernières unités fédérales, la Vojvodine et le Kosovo, ont été absorbées par la Serbie (certains Monténégrins craignent de subir le même sort).

### Michele LEE



La POLITIQUE de fer de la Serbie au Kosovo (2) a conduit cette province à faire sécession et à se proclamer "république souveraine" au sein de la Yougoslavie. Cependant, la Slovénie, la

Croatie et la Macédoine et, dans une moindre mesure, la Bosnie-Herzégovine, partent du principe qu'actuellement les négociations concernent les six républiques existantes, excluant donc pour l'instant la Vojvodine et le Kosovo des discussions sur le futur de la Yougoslavie. Cela contribue à développer, parmi les Albanais du Kosovo, le sentiment qu'ils feraient mieux de chercher une unification avec l'Albanie.

La Serbie a modifié la Constitution fédérale, non seulement en annexant ces deux provinces, mais aussi en affirmant que tout nouveau règlement politique concernerait non pas les provinces ou les républiques, mais les nations des Slaves du Sud. Selon la Serbie, les frontières intérieures de la Yougoslavie sont administratives et non politiques; cette république se donne donc le droit de représenter tous les Serbes, quelque soit leur lieu de résidence. C'est ainsi qu'elle s'est publi-

quement engagée à annexer des parties du territoire de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine - et, éventuellement aussi, de la Macédoine -, si la fédération actuelle était remplacée par une structure d'Etat plus faible (3). En expliquant que tous les Serbes désireraient vivre dans un seul Etat, elle a encouragé les mouvements sécessionnistes serbes dans ces républiques. En Croatie, cela a même pris la forme de la lutte armée : attaques de postes de police locaux, barrages de routes et de voies ferrées, formation de milices armées, distribution de propagande férocement anti-croate, etc. Ainsi, la guerre civile, n'est plus une perspective lointaine : après avoir commencé au Kosovo, elle se répand maintenant en Croatie. En Bosnie-Herzégovine aussi, les nationalistes serbes ont instauré des structures de pouvoir parallèles à l'Assemblée et au gouvernement locaux. Le slogan « Une nation serbe, un Etat serbe », va bien sûr à l'encontre de l'octroi de droits similaires aux autres nationalités ; voilà pourquoi la politique de la Serbie conduit le pays tout entier vers la guerre civile.

Hormis les six républiques, deux autres agents sont actifs sur la scène yougos-

Théoriquement, c'est la présidence collégiale de la fédération qui dirige l'armée.

<sup>2)</sup> Lors de la Seconde Guerre mondiale, deux fronts de résistance antifasciste se sont formés en Yougoslavie. L'un, dit démocratique, était lié aux alliés et soutenait le pouvoir royaliste en exil; l'autre était dirigé par les communistes.

<sup>1)</sup> Voir Inprecorn° 303 du 23 février 1990.

<sup>2)</sup> Voir Inprecorn° 307 du 20 avril 1990.

<sup>3)</sup> Un éventuel empiètement de la Serbie sur la Macédoine serait contesté par la Bulgarie. Le gouvernement bulgare a récemment publié une déclaration où il s'engage à reconnaître une Macédoine souveraine, si tel était le choix du Parlement de cette république, et à abandonner toutes ses prétentions sur ce territoire.

lave: l'armée et le gouvernement fédéral dirigé par Ante Markovic. Les ministres fédéraux de la Défense et de l'Intérieur, le chef d'état-major de l'armée et plusieurs généraux en service ou à la retraite viennent de former un nouveau parti, la Ligue des communistes-Mouvement pour la Yougoslavie (LC-MY), dont la colonne vertébrale est l'« armée yougoslave et ses officiers supérieurs, en tant qu'institution et en tant que citoyens ». Son but est de « devenir la force politique la plus puissante d'ici cinq ou six mois ».

### Le parti des militaires

Le sommet de l'armée a vécu l'éviction des communistes du pouvoir dans

certaines régions du pays comme une trahison: « Dans certaines républiques yougoslaves, les "démocraties" anticommunistes ont remporté les élections, en partie à cause des trahisons des directions communistes locales. Il est primordial d'épurer notre parti de ces gens, notre parti qui est dirigé par nos officiers supérieurs. Il ne faut pas répéter les erreurs commises dans un passé récent; nous devons liquider la cinquième colonne dans nos rangs. » L'armée a formé une alliance avec la Serbie qui, à long terme, compte sur les forces conservatrices d'Union soviétique (en particulier l'armée soviétique) pour sauver le « communisme et la société socialiste » et donc résoudre une autre question primordiale : « La poursuite du financement de

l'armée yougoslave, que les forces hostiles ont interrompu ou menacent d'interrompre. » L'intransigeance actuelle de la Serbie est directement liée à l'appui militaire yougoslave.

Pour sa part, le Premier ministre Ante Markovic jouit de l'appui de l'Occident, qui craint la perspective d'un éclatement total de la Yougoslavie. L'atout majeur de l'Ouest est le Fonds monétaire international (FMI), sans la bonne volonté duquel le pays s'effondrerait économiquement, de manière quasi instantanée. Selon Markovic, le pays doit choisir entre lui et les généraux. Mais son plan visant à rassembler la fédération autour d'une réforme économique commune a buté contre l'entêtement des différentes républiques et contre l'incohérence croissante de l'espace économique yougoslave. Markovic s'est retrouvé dans le rôle ingrat de responsable de la Yougoslavie (4) - tâche qu'il a d'ailleurs remplie avec un certain

brio. C'est surtout lui qui, dans la nuit du 25 au 26 janvier 1991, a réussi à prévenir une intervention militaire en Croatie qui, si elle avait réussi, aurait conduit à l'introduction d'un pouvoir militaire dans le reste de la fédération, donnant probablement lieu à une guerre civile généralisée.

Certains pensent que la politique yougoslave va retomber dans un conflit national permanent, tel celui qui caractérisait le pays avant la Seconde Guerre mondiale. C'est en partie vrai : aujourd'hui, la vie politique est cristallisée avant tout par les questions nationales, ce qui n'a rien de nouveau. Le compte-rendu de la rencontre de février 1991 entre dirigeants fédéraux et républicains, qui a discuté du

Zagreb VOJVODINA 8% CROATIA Novi Sad 18% BOSNIA AND ERZEGOVINA Belgrade 16% SERBIA Sarajevo 36% Pristina Titograd KOSOVO Skopje MONTENEGRO MACEDONIA Répartition de la population yougoslave entre les républiques.

futur de la Yougoslavie, ressemble à s'y méprendre à celui du dernier congrès de la LCY, en février 1990.

### Les forces centrifuges

Dans cette mosaïque, on trouve la Serbie de Milosevic (flanquée d'un Monténégro impuissant) qui espère décider du destin de la fédération, uniquement grâce à la force que lui confère la supériorité numérique serbe, et prête à enclencher une guerre civile si elle est battue à la table des négociations (5). Etroitement liée à cette république, il y a l'armée, qui ne craint pas uniquement une vague anticommuniste, mais également la perte de ses privilèges matériels — en termes budgétaires, et par le démantèlement du complexe militaro-industriel — que seul un Etat centralisé peut éviter.

La Slovénie et la Croatie, qui sont convaincues qu'elles tireront plus d'avantages de la transition au sein d'une association plus relâchée, perçoivent cependant la fédération comme une protection indispensable contre les agressions serbes. La Bosnie-Herzégovine et la Macédoine occupent une position intermédiaire, écartelées entre la peur d'une Yougoslavie dominée par les Serbes et celle d'une dissolution de la fédération. La rencontre de février entre les dirigeants des différentes républiques s'est terminée exactement comme le XIVe Congrès de la LCY: la Croatie et la Slovénie ont quitté la salle ; la Serbie a fait pression pour que la réunion continue sans elles ; et la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine ont voté le report de la rencontre à un moment plus opportun. Ensuite, plusieurs réu-

> nions de la présidence ont également été sabotées par les Serbes.

> Mais, c'est plus facile de dissoudre un parti qu'un Etat. Les assemblées des républiques peuvent proclamer leur souveraineté totale, mais aucune ne veut être la première à quitter la fédération ; le coût politique et économique d'une telle décision unilatérale serait trop élevé. Les Slovènes ont inventé un nouveau terme — "dissociation" — pour décrire ce qu'ils aimeraient voir se produire; l'association yougoslave existante devrait être dissoute et remplacée par une nouvelle

> Si le calendrier politique est respecté malgré les événements, deux dates seront cruciales: le 15 mai et le 30 juin 1991. Le 15 mai, le représentant croate à la présidence fédérale devrait rem-

placer la Serbie à la tête de l'Etat pour un an; le 30 juin est la date butoir donnée par la Slovénie pour qu'un accord négocié inter-yougoslave soit trouvé. Si aucun compromis n'est trouvé d'ici là, la Slovénie, suivie de la Croatie, ont annoncé qu'elles feraient sécession unilatéralement.

La disparition de la LCY a signifié la fin de la protection minime dont bénéficiait la classe ouvrière depuis 1945. Cependant, ses acquis étaient déjà devenus très sommaires dans une situation explosive. L'introduction de la loi martiale au Kosovo, en 1981, a été suivie, dans l'or-

berice sest finalement revenu a la presidence elargie.

5) Voir Inprecor n° 316 et 326 du 12 octobre 1990 et du 15 mars 1991.

<sup>4)</sup> Cet article a été rédigé avant la démission, le 15 mars 1991, du président serbe de la fédération, Jovic, suite aux manifestations et à la crise qui ont secoué la Serbie en mars. Le 20 mars, il a repris sa place et Milosevic, après avoir déclaré qu'il ne « reconnaissait plus aucune décision de la présidence » est finalement revenu à la présidence élargie.

dre, par la tentative de réintroduire une censure stricte; l'échec d'une initiative visant à ouvrir un débat parmi les membres du parti; le procès de six intellectuels de Belgrade à partir de fausses accusations; la légitimation d'un nationalisme menaçant en Serbie; la tolérance officielle (en Serbie toujours) d'attaques très violentes contre la politique des nationalités de la LCY; le procès de quatre intellectuels slovènes devant une cour martiale; des putschs en Vojvodine, au Kosovo et au Monténégro; et le bain de sang au Kosovo.

### Sur les ruines de la LCY

La classe ouvrière industrielle et les travailleurs du secteur public ont répondu à l'impuissance de la direction face à la crise économique croissante par des grèves: entre 1980 et 1985, leur nombre a doublé, passant de 235 à 696; atteignant 851 en 1986, puis 1 685 en 1987. Cette année-là, Milosevic est arrivé au pouvoir en Serbie et l'armée a commencé à s'agiter. Dans le même temps, les républiques de l'Ouest ont choisi une alternative démocratique : en 1988, la Slovénie légalitranquillement l'opposition; en 1989, les ligues des communistes croate et slovène se prononçaient pour des élections pluralistes - ce que le parti des militaires a décrit comme une "trahison". Or, selon les termes d'Ivica Racan, leader de la Ligue des communistes de Croatie (rebaptisée Parti du changement démocratique), la LC a tout simplement rendu son mandat au peuple.

Les élections de 1990, auxquelles se sont présentés plusieurs partis, n'ont pas

conduit à une rupture radicale avec le passé. En Serbie et au Monténégro, les partis communistes au pouvoir ont été élus avec des majorités écrasantes. En Slovénie, une coalition non communiste, DEMOS, a remporté les élec-

tions, mais le dirigeant du Parti du changement démocratique, Milan Kucan, est devenu président de cette république. En Macédoine, aucun parti n'a obtenu la majorité absolue; et, malgré l'importante démonstration de force du mouvement nationaliste, l'assemblée de Macédoine a choisi comme président Kiro Gligorov, un vieux communiste. En Croatie, le principal parti nationaliste — l'Union démocratique croate (HDZ) — a remporté presque les deux-tiers des sièges, mais les ex-

communistes ont conservé des postes clés - dont celui de président. Le président de Croatie, Franco Tujman, a donc pu déclarer récemment qu'il y avait plus d'anciens partisans de 1941 (6) au parlement croate que dans tout autre assemblée yougoslave. Ce n'est qu'en Bosnie-Herzégovine que les partis nationalistes ont franchement emporté les scrutins. En fait, ces élections ont ressemblé à un recensement; les Croates ont voté pour l'HDZ, les Serbes pour le Parti démocratique serbe et les musulmans pour le Parti d'action démocratique (PAD). Au Kosovo, les Albanais ont refusé de prendre part au scrutin, car ils se sont déclarés indépendants de la Serbie en novembre 1990; ils demandaient des élections démocratiques de leurs propres institutions.

### La classe ouvrière dans la bourrasque

Mis à part certains éléments de continuité, le sentiment d'une dislocation politique gagne du terrain, à cause des effets combinés du changement d'administration, du démantèlement du système socioéconomique précédent et de l'ampleur de la récession économique. Quoi qu'il advienne de la Yougoslavie, il est certain que la situation continuera à être instable dans les années à venir. Cela est tout d'abord dû au vide de pouvoir qui a s'est créé à la base même de la société yougoslave, et à une absence quasi-totale de partis représentant les travailleurs. Le démantèlement du système, basé sur la propriété sociale, et la hausse vertigineuse du chômage dans l'industrie ont dramatiquement affaibli la classe ouvrière; elle

commence à peine à s'organiser au niveau syndical. Sa résistance est pour l'instant détournée par l'exacerbation des questions nationales, au moment même où l'état de tension permanente profite aux tendances autoritaires qui, tôt

ou tard, s'en prendront aux travailleurs. C'est pourquoi un règlement politique rapide et démocratique, au niveau de toute la Yougoslavie, est essentiel pour les salariés de ce pays.

Le plus grand obstacle à une telle solution a été le régime de Slobodan Milosevic. Voici comment un hebdomadaire indépendant de Belgrade, Vreme, décrit sa tactique (7): « Milosevic est, sans aucun doute, la figure centrale des négociations en cours, non pas à cause de ses contribu-

### Nationalités imbriquées

### Six républiques

Serbie: 86 361 km²; 9,9 millions d'habitants dont 66,4 % de Serbes, 19,6 % d'Albanais et 2,3 % de Croates.

Capitale : Belgrade (qui est aussi la capitale fédérale).

**S**lovénie : 20 251 km<sup>2</sup> ; 1,9 million d'habitants dont 90,5 % de Slovènes, 2,2 % de Serbes et 2,9 % de Croates.

Capitale: Ljubljana.

Croatie: 56 538 km<sup>2</sup>; 4,6 millions d'habitants, dont 75,1 % de Croates et 11,5 % de Serbes. Capitale: Zagreb.

Bosnie-Herzégovine: 51 129 km²; 4,4 millions d'habitants dont 39,2 % de musulmans, 32,2 % de Serbes, 18,4 % de Croates. Capitale: Sarajevo.

Macédoine: 25 713 km²; 1,9 million d'habitants dont 67 % de Macédoniens, 19,6 % d'Albanais et 2,3 % de Serbes.

Capitale: Skopje.

Monténégro: 13 812 km²; 632 000 habitants dont 68,5 % de Monténégrins, 13,4 % de Musulmans, 6,5 % d'Albanais et 3,3 % de Serbes. Capitale: Titograd.

### Deux provinces autonomes

Kosovo ; 10 887 km<sup>2</sup> ; 2 millions d'habitants, dont 90 % d'Albanais. Capitale : Pristina.

Vojvodine: 21 506 km<sup>2</sup>; plus de 2 millions d'habitants dont 55,8 % de Serbes et 21,7 % de Hongrois. Capitale: Novi Sad.

tions ou de ses initiatives, mais à cause de son opposition obstinée à tout dialogue et de son désir évident d'empêcher tout accord. (...) Milosevic accepte de participer aux discussions [inter-yougo-slaves] à reculons et uniquement sous la pression de l'opinion publique intérieure et internationale, mais il est persuadé que ses objectifs ne se réaliseront pas de cette façon. Les événements récents ont renforcé la souveraineté des républiques et la légitimité de leurs frontières, tandis que les présidents des républiques agissent de plus en plus comme des égaux [de Miloscvic].

» Milosevic, qui manque de tout savoir-faire en matière de diplomatie et de négociations, récolte aussi les fruits amers d'une politique qui, pendant trois ans, a fait de la Serbie le partenaire le moins désirable de Yougoslavie. A part

7) Vreme, 4 mars 1991.

L'armée des partisans, dirigée par Tito, organisa une guérilla permanente contre l'occupant allemand à partir de 1941. Ce fut l'ossature de la LCY.

Momir Bulatovic [le président du Monténégro], tout le monde est sûr que son objectif final est de dominer. Il doit aussi porter le poids mort de l'idéologie communiste, rejetée par quatre des six républiques. Milosevic perd des points lors des négociations, et c'est sûr qu'il va bientôt tout faire pour qu'elles s'arrêtent. Bien que cela semble être une aventure dangereuse, voire sans espoir, Milosevic essayera de changer de moyens.

### Les rêves pan-serbes

» Le lien entre le Parti socialiste de Serbie (PSS, nouveau nom de la formation de Milosevic) et la Ligue des communistes-Mouvement pour la Yougoslavie est évident. La LC-MY repose sur l'armée dont Milosevic demande de plus en plus l'aide - bien que cela mine sa position en tant que dirigeant national serbe. La LC-MY, quant à elle ne peut compter nulle part sur une victoire électorale, pas même en Serbie. Ce parti et ses dirigeants n'ont sans doute aucune illusion à cet égard, mais cela ne les empêche pas d'agir de plus en plus agressivement et avec des ambitions affichées. Leur seule chance est que l'armée prenne le pouvoir, après quoi la LC-MY prendrait la place occupée avant par la LCY.

» Ce projet de retour du pouvoir communiste est, bien sûr, sans espoir. La conduite de la Serbie durant les négociations suggère cependant qu'elle compte sur cette option. Le fait qu'elle ne les prenne pas au sérieux prouve qu'elle se repose sur le pouvoir de l'armée. Dans sa tentative pour renouveler la Yougoslavie socialiste, l'armée parviendrait à ce que tous les Serbes vivent dans le même Etat, ce que dit vouloir Milosevic. Cependant, un coup d'Etat militaire signifierait la fin de Milosevic, de l'idéologie socialiste, de la Yougoslavie et du rêve d'un Etat pan-serbe. »

10 mars 1991



# Gorbatchev dans son labyrinthe

Des dizaines de milliers de mineurs soviétiques entament leur quatrième semaine de grève ; un quart des mines de charbon du pays sont paralysées (les deux tiers dans le Kouzbass en Sibérie et dans le Donbass en Ukraine). Ignorant les appels à reprendre le travail du Premier ministre Payloy, les mineurs — qui disent aujourd'hui poursuivre leur mouvement de l'été 1989 - annoncent qu'ils ne cesseront la lutte qu'une fois leurs revendications économiques et politiques (démission de Gorbatchev, notamment) acceptées. La production de charbon a chuté de 60 à 65 % en mars, ce qui affecte gravement l'industrie métallurgique. Le Soviet suprême vient de voter une résolution ordonnant la "suspension" de la grève, qui pourrait, y compris, être appliquée par la force. L'équipe d'Eltsine s'intéresse de très près à ce mouvement. C'est d'ailleurs pour exprimer son soutien aux mineurs, et bien sûr à Eltsine, que le mouvement Russie démocratique avait appelé à une manifestation à Moscou, le 28 mars, jour de l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement de Russie convoquée par les conservateurs qui demandent la destitution du rival de Gorbatchev. Cette mobilisation, interdite par le gouvernement central, a cependant rassemblé près de 100 000 personnes..

### **David SEPPO**



LORS du référendum du 17 mars 1991, il était demandé aux citoyens soviétiques s'ils « considéraient nécessaire le maintien de l'Union des répu-

bliques socialistes soviétiques en tant que fédération renouvelée de républiques souveraines égales, où les droits de l'homme et les libertés de toutes les nationalités seraient pleinement garantis ». Au fur et à mesure, ce plébiscite a pris la forme d'une lutte entre Gorbatchev et Eltsine, dont la vieille rivalité a atteint une intensité sans précédent.

Le 19 février, à la télévision nationale, Eltsine a, pour la première fois, demandé la démission de Gorbatchev: « Comme les faits tendent à le prouver, le centre ne permettra pas aux républiques d'aller vers l'indépendance (...). Gorbatchev lutte pour le pouvoir personnel absolu. Il conduit le pays à la dictature, la baptisant poliment "gouvernement présidentiel". Je prends mes distances vis-àvis de cette position et de la politique du président et je demande sa démission im-

médiate. J'ai confiance dans la Russie et je vous appelle, chers citoyens de Russie, à croire en notre Russie. J'ai fait mon choix et je ne m'en écarterai pas. » (1)

A Minsk, le 27 février 1991, Gorbatchev a accusé les "démocrates" - citant nominalement Eltsine et Gavril Popov, le maire libéral de Moscou - d'essaver de détruire l'union et de restaurer le capitalisme par des tactiques "néo-bolcheviques" et extra-parlementaires (2). Quelques jours plus tard, dans un discours relativement plus conciliateur, il a appelé de ses vœux un accord national "centriste" autour du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), en tant que force d'intégration, et de sa conception d'un "socialisme renouvelé". D'après lui, un tel compromis devrait convenir à tous les radicaux raisonnables, mais pas aux "aventuristes" (3).

Les efforts d'Eltsine pour saboter le plan de traité de l'Union de Gorbatchev, en signant des traités bilatéraux entre la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan (les quatres républiques les plus peuplées et majoritairement habitées par des Slaves), ont été freinés quand les représentants des parlements de huit républiques (les sept autres qui n'ont pas voté

<sup>1)</sup> Komsomolskaya pravda, 22 février 1991.

<sup>2)</sup> Troud, 1er février 1991.

<sup>3)</sup> Troud, 2 mars 1991.

sont les Pays baltes, les républiques de Transcaucasie et la Moldavie), tout comme ceux de dix-huit des anciennes républiques autonomes qui ont proclamé leur souveraineté, ont donné leur accord de principe à un nouveau projet de traité de 1'Union (4).

Le 9 mars, dans un discours enflammé, Eltsine a déclaré que Gorbatchev mentait en prétendant que la Russie était prête à signer le traité (alors que Rouslan Krasboulatov, vice-président et proche d'Eltsine, avait déjà paraphé le projet) et il a demandé aux militants démocrates d'imiter les mineurs en grève et de « déclarer la guerre à la direction du pays qui nous mène dans un bourbier et qui agit de moins en moins démocratiquement » (5). Des rassemblements de masse, organisés par Russie démocratique, un

regroupement large de libéraux, à Moscou, Léningrad et dans certaines autres villes, ont soutenu Eltsine et le vote pour le "non" lors du référendum. Les partisans d'Eltsine au Parlement russe ont réussi à ajouter une question au référendum sur l'élection au suffrage direct du président de la Russie (actuellement, le président de l'Union est élu par le Congrès des députés du peuple ; Eltsine est le président du Soviet suprême de la Russie).

### Le duel **Eltsine-Gorbatchev**

Eltsine, contrairement à Gorbatchev, a une grande chance de remporter des élections directes; son pouvoir en Russie et sa légitimité vis-à-vis de Gorbatchev en sortiraient significativement renforcés.

Qu'y a-t-il derrière ce conflit ? D'un côté, bien sûr, on trouve les rivalités personnelles. Tant Eltsine que Gorbatchev veulent renfor-

cer les assises respectives de leur pouvoir : le premier comme président de Rus-sie, le second en tant que président de l'Union; or, l'un ne pourra l'emporter qu'au détriment de l'autre. L'un des rares éléments constants du comportement public de ces deux hommes a été leur volonté de maintenir et d'accroître leur pouvoir

Mais, derrière les rivalités personnelles, on trouve différentes forces sociales, intérêts et programmes.

Durant l'été 1990, après avoir habilement vaincu la fronde conservatrice qui s'était manifestée lors du 28e Congrès du PCUS, Gorbatchev semblait enfin prêt à adopter le programme de réformes des libéraux, confirmant ainsi son évolution, souvent hésitante, mais finalement assez

régulière vers ce qui est appelé la "gauche". Acclamés par les libéraux, le 1er août 1990, Gorbatchev et Eltsine ont accepté ensemble de mettre en place une commission d'experts chargée de rédiger, avant la fin du mois, un programme de réformes radical pour remplacer celui du Premier ministre Rijkov, durement critiqué par les libéraux. A l'époque, Rijkov lui-même avait reconnu la logique intrinsèque des propositions les plus radicales des libéraux mais les avait rejetées sur une base politique, les jugeant trop explosives socialement. Vers fin août 1990, Gorbatchev a mêine laissé entendre sa préférence pour le plan en 500 jours de Chataline, avec des privatisations massives et une transition rapide vers une économie dominée par le marché d'autres termes, capitaliste (voir Inprecor



nº 315 et 316 des 28 septembre et 12 octobre 1990).

Le programme de Chataline a été adopté par le Parlement russe le 12 septembre 1990. Mais Gorbatchev s'en est éloigné, et a proposé de le remplacer par ses "Directives de base pour la stabilisation de l'économie et la transition vers une économie de marché", adoptées le 19 octobre par le Soviet suprême. Ce programme prévoyait en premier lieu une série de mesures visant à stabiliser l'économie, et ensuite une transition plus lente et prudente vers le marché, où l'Etat et la propriété d'Etat devaient jouer un rôle plus important. Pour la troisième fois en neuf mois, Gorbatchev a demandé et obtenu des pouvoirs extraordinaires spéciaux pour appliquer ce plan.

A l'époque, Eltsine avait déclaré au Parlement russe qu'il avait été dupé par Gorbatchev, tout en accusant surtout Rijkov (d'après lui c'était essentiellement les bureaucrates dirigés par le Premier ministre qui, désireux de garder leur contrôle sur l'économie, avaient fait reculer Gorbatchev) et en affirmant qu'il était d'accord sur le fond avec Gorbatchev, malgré quelques différences sur la tacti-

que et les rythmes (6). Cette déclaration

d'Eltsine suivait la ligne de conduite des libéraux durant les mois précédents,

qui demandaient la démission du gouver-

nement, tout en épargnant Gorbatchev.

Or, Rijkov avait toujours été étroitement associé à Gorbatchev qui, c'est certain, détenait clairement le mot de la fin à propos des programmes de réformes soumis au Parlement. Mais, l'attitude des li-

> béraux envers le secrétaire général du PCUS était dictée par le fait qu'ils avaient besoin de lui; Gorbatchev était le seul homme capable à la fois de pousser les bureaucrates réformateurs à s'allier avec les libéraux et de limiter l'opposition des conservateurs, surtout de ceux appartenant aux organes de répression.

### Liaisons dangereuses

Dans un long article paru dans la revue libérale Ogoniok, en décembre 1990, Gavril Popov a expliqué pourquoi la transition vers le marché nécessitait un « régime où l'exécutif ait les mains libres », et puisse agir indépendamment de tout contrôle populaire parce que la population était malheureusement le produit de l'ancien système et subissait l'emprise de valeurs égalitaristes et du désir de justice sociale. Il a rejeté l'idée selon laquelle les "démocrates" (les libéraux) devraient prendre le pouvoir seuls pour mener

à bien la réforme de marché, car cela nécessiterait une mobilisation de la population pour renverser la bureaucratie. Or, selon lui, une telle mobilisation « conduit toujours à la terreur et au massacre, comme en octobre 1917 ».

Mais surtout, les "démocrates", s'ils arrivaient au pouvoir portés par un mouvement populaire, seraient incapables d'imposer une réforme de marché à une population résistante, qui, en fin de compte, serait devenue leur base politique. A la place de cela, Popov appelait à une coalition entre une partie des "démo-

<sup>4)</sup> Rabotchaya tribuna, 2 mars 1991.

<sup>5)</sup> Gazette (Montréal), 9 mars 1991.

Vecherniaya Moskva, 7 octobre 1990.
 Gavril Popov, Ogoniok n° 50 et 51.

crates" et une partie de l'appareil : les "démocrates du marché" (et non les "démocrates populistes", qui valorisent davantage la démocratie que le marché) et les apparatchiks qui ont des tendances réformistes (le "centre"), mais pas les conservateurs (7).

Pourquoi alors Eltsine a-t-il décidé de "déclarer la guerre" à Gorbatchev ? La réponse réside, en partie seulement, dans le virage de ce dernier du "centre" vers la En théorie, Gorbatchev avait trois options. L'ancien système administratif s'effondrant sans résurrection possible, il aurait donc pu choisir le plan Chataline qui, malgré un calendrier apparemment précis et une "orientation sociale", était, en fait, une formule permettant l'introduction rapide du capitalisme par l'écroulement du système et la crise économique — avant que la population ait la possibilité de comprendre ce qui se pas-



Prière de remplir le questionnaire du capitaine Gorbatchev. A) Avez-vous confiance dans les qualités de pilote du capitaine ? B) Voudriez-vous faire demi-tour ?

"droite" durant les quatre derniers mois : en rejetant le plan Chataline et en essayant (apparemment sans grand succès) de restaurer un certain contrôle central sur l'économie ; en nommant des conservateurs à des postes clés du gouvernement ; en versant le sang dans les Pays baltes ; en octroyant au KGB de larges pouvoirs pour enquêter sur les délits économiques (ce que les libéraux considèrent comme une attaque contre le secteur privé en pleine expansion); en créant les patrouilles conjointes de l'armée et de la police dans les villes; en limitant la glasnost, surtout à la télévision nationale, et en autorisant le retour partiel des techniques de propagande de l'ère Brejnev.

### Gorbatchev et sa conscience

Gorbatchev, quant à lui, affirme qu'il n'a abandonné ni la réforme de marché ni la démocratisation, mais qu'il a été forcé de prendre ces mesures pour éviter l'effondrement imminent de l'Etat et de l'économie, de plus en plus minés par les forces centrifuges libérées par la perestroïka. C'est d'ailleurs une explication plausible.

A la fin de l'été 1990, une large majorité de la population reconnaissait qu'il fallait rapidement prendre des mesures d'urgence pour introduire un semblant d'ordre dans le chaos croissant.

sait et de réagir de manière efficace. Gorbatchev a hésité devant cette possibilité qu'il jugeait aventuriste d'un point de vue politique et économique. Les promesses du plan d'une amélioration économique en quelques centaines de jours n'étaient absolument pas crédibles (il suffit de regarder ce qui se passe actuellement en Europe de l'Est). L'explosion sociale tant appréhendée était sa conséquence la plus probable, la population se révoltant contre les souffrances terribles infligées par les mesures proposées. De plus, ce plan exigeait une réduction drastique du rôle de l'Etat central; ce qui ne convenait ni à Gorbatchev, en tant que dirigeant de cet Etat, ni à sa base bureaucratique - surtout l'appareil économique de l'industrie lourde, l'armée et le KGB.

Un second choix, encore plus radical, aurait consisté à mobiliser la population autour de l'urgence nationale, en établissant une régulation et un contrôle démocratiques de l'économie aux niveaux locaux et national, avec des conseils élus d'autogestion agissant aux côtés d'organisations de soviets et de consommateurs. Bien sûr, étant donné le passé de Gorbatchev et sa base politique, une telle option était encore plus inacceptable que la première.

Gorbatchev a finalement choisi la troisième option, de nature bureaucratique, qui tente de maintenir l'Etat et l'économie grâce aux seuls appareils nationaux qui restent encore plus ou moins intacts : l'armée, le KGB et la bureaucratie du PCUS. Ces secteurs largement conservateurs ont, bien sûr, leurs propres intérêts que Gorbatchev ne pouvait plus négliger. Les pressions de ces nouveaux alliés expliquent probablement les mesures les plus extrêmes adoptées durant les derniers mois, ainsi que les nouvelles professions de foi socialistes de Gorbatchev. Mais les méthodes qu'il a choisies n'ont absolument pas réussi à ralentir les processus de désintégration : la production et le revenu national continuent à chuter à toute allure (8).

### Les exigences de la nomenklatura

Les "démocrates populistes" ont certainement été exaspérés par le virage de Gorbatchev vers l'autoritarisme. Mais, qu'en est-il des "démocrates de marché" qui, eux, demandaient avec insistance une "poigne de fer" (9)? Des libéraux, tels Popov et la sociologue Zaslavskaya, ont prétendu pendant un moment qu'il existait deux variantes concurrentes de la réforme de marché, l'une bureaucratique et l'autre "démocratique". Bien que le résultat soit le même (une société de marché, avec une classe minoritaire d'entrepreneurs privés et une majorité de salariés), dans la première variante, les capitalistes sont surtout des bureaucrates convertis, alors que, dans la seconde, ils sont issus de toutes les couches de la population. Donc, la seconde est présentée comme "démocratique", même si elle devait être imposée à la population contre son gré (10).

Après ses hésitations de l'été 1990, Gorbatchev représente maintenant clairement l'option bureaucratique, qui a gagné du terrain durant ces derniers mois ; actuellement, bien que les sociétés n'aient pas été formellement privatisées, elles sont en train de devenir autonomes. Leurs directeurs les font entrer dans une "association", qui se trouve être, en fait, l'ancien ministère devenu, officiellement, in-

<sup>8)</sup> Voir Inprecor nº 326 du 15 mars 1991.

<sup>9)</sup> En février 1991, l'économiste S. Sougouchev, en citant le "modèle chilien", a demandé la formation d'un bloc des "vrais entrepreneurs" et des militaires. Pinochet était totalitaire en politique, mais pas en économie, a-t-il expliqué; et il était compétent, étant même diplômé d'une école de commerce américaine connue. Komsomolskaya pravda, 2 février 1991.

Il faut comparer cela avec la déclaration du membre du bureau politique du PCUS, Y. Prokofiev, selon laquelle, en Union soviétique, comme au Japon, en Corée du Sud, en Espagne (et » je n'ai pas peur d'évoquer le Chili » a-t-il ajouté) des structures d'Etat centralisées et autoritaires sont nécessaires pour créer un marché et ses structures en peu de temps et de manière organisée. Financial Times, 22 février 1991. Voir également l'interview d'Alexandre Bouzgaline dans Inprecor n° 322 du 18 janvier 1991.

<sup>10)</sup> Izvestia, 17 décembre 1990

dépendant de l'Etat central. Contrairement au ministère, dont le chef était payé par les autorités de l'Etat central et devait, au moins formellement, leur rendre des comptes, le conseil de directeurs de cette nouvelle association est élu par "en bas", c'est-à-dire par les directeurs des entreprises qui la forment. Ces derniers, bien sûr, font de leur mieux pour que leurs employés ignorent tout de ces changements; mais cela ne les empêche pas de demander, tout comme la direction du PCUS, le transfert des entreprises aux collectifs de travailleurs. Cet "ouvriérisme" soudain cherche à cacher la situation de quasi-propriétaires des administrateurs qu'ils envisagent probablement comme une étape intermédiaire vers la propriété totale. C'est également une arme contre les partisans de la variante "démocratique" de la privatisation.

### Le bilan des "libéraux"

Mais si la variante bureaucratique n'est pas la voie favorite des "démocrates de marché", nombre d'entre eux sont cependant prêts à s'y adapter, comme seule alternative réaliste. Après tout, c'est la

bureaucratie qui détient le pouvoir économique, or elle ne pourrait être délogée que par une révolution populaire, qui menacerait à la fois les deux variantes de la transition. Ces libéraux voudraient rester dans l'opposition, tout en étant l'aiguillon des réformateurs bureaucratiques, les poussant vers un "vrai" marché. Malheureusement pour eux, à l'issue des élections du printemps 1990, dans de nombreux soviets - dont ceux de Russie, de Moscou, de Léningrad et de plusieurs autres centres urbains — les libéraux ne sont plus dans l'opposition et la population

les rend responsables de la situation économique de plus en plus mauvaise (11).

Les "démocrates" se défendent en disant que leur pouvoir est uniquement formel, car la bureaucratie et le gouvernement central détiennent le vrai pouvoir; pourtant, cela ne les avait pas empêchés, au printemps 1990, de faire des promesses mirifiques d'une vie meilleure à leur électorat. Popov a, par exemple, expliqué qu'il n'avait pas de réel pouvoir, car il ne parvenait pas à trouver des locaux pour les compagnies étrangères ou à protéger les petites entreprises privées des ingérences de l'Etat (12).

Mais, même s'il est vrai qu'il ne contrôle pas tous les leviers pour encourager l'entreprise privée, en tant que maire de Moscou, il pourrait déjà faire beaucoup de choses pour améliorer la vie de ses conci-

toyens. Il pourrait, en particulier, utiliser les ressources considérables dont il dispose afin de mobiliser et organiser les citoyens en tant que consommateurs pour réguler le secteur des services de la ville, qui est totalement corrompu: les magasins d'Etat et les marchés privés, les taxis d'Etat ou de coopératives, les restaurants, les hôtels, etc., qui sont tous des monopoles dominés par diverses "mafias" qui contribuent à faire de l'existence quotidienne à Moscou une lutte pour la survie difficile et dégradante. Mais, les intérêts économiques et politiques qu'il représente empêchent Popov d'agir en ce sens. D'ailleurs, sous les administrations libérales, opposées idéologiquement et politiquement à la régulation économique et à la mobilisation populaire, les "mafias" sont devenues plus libres que jamais d'exploiter et d'opprimer la population (voir Inprecor n° 323 du 1er février 1991).

Comme le mouvement "démocratique" se divisait de manière importante et perdait rapidement tout appui populaire, Eltsine et ses amis ont décidé de passer à l'offensive contre Gorbatchev, pour canaliser à nouveau la colère de la



population contre le centre et pour retrouver leur base populaire et leur unité — les critiques acerbes du centre et des conservateurs contre les "démocrates" servant à augmenter la popularité de ces derniers.

Mais, cette tactique ne mène nulle part, tant que les "démocrates" ne sont pas prêts à mobiliser réellement la population dans le sens d'un renversement révolutionnaire de la bureaucratie; ce que, pour la plupart, ils jugent inacceptable — en revanche, il est possible que la population se mobilise sur ses propres bases, si sa patience est por ée à bout, attirant certains libéraux dans son sillage.

Les libéraux peuvent aussi restaurer une alliance critique avec le "centre". Certains commentateurs ont déjà recommencé à accuser le Premier ministre et son cabinet de toutes les conséquences des mauvaises mesures prises par le gouvernement (censé être composé de représentants du complexe militaro-industriel; or, c'est là que le Premier ministre d'Eltsine a passé le plus gros de sa vie professionnelle), tout en épargnant Gorbatchev qui, nous dit-on, reste lui-même favorable au changement démocratique et au marché, mais qui se voit entraîné dans une autre direction par les forces conservatrices (13). Si Gorbatchev se montrait un peu plus désireux de poursuivre la réforme de marché, une telle coalition "centriste" renouvelée serait probable.

### La grogne populaire

Où se situe la masse de la population dans ces discussions, et en particulier la classe ouvrière, seule force sociale avec un niveau d'organisation de masse significatif, bien qu'encore limité (à part les mouvements nationaux dans les régions non-russes)? Selon différents observateurs et sondages, durant les mois qui ont précédé le référendum, Gorbatchev et le gouvernement central jouissaient d'un soutien très faible. Début mars 1991, lors des plébiscites sur l'indépendance dans

les Pays baltes, le nombre significatif de votes des russophones (qui étaient traditionnellement les plus farouches partisans de l'Union) montre que la population a perdu toute confiance en Gorbatchev et son gouvernement (14).

Lors de leur grève politique de juillet 1990, les mineurs demandaient la démission de Gorbatchev, mais pas celle de son gouvernement (voir *Inprecor* n° 312 et 314 des 28 juin et 14 septembre 1990). Mais, au cours de la grève qui a commencé le 4 mars 1991, à propos des salaires et des retraites, l'exigence de la démission

de Gorbatchev et de la dissolution du Soviet suprême est de plus en plus fréquente (15).

Avant l'appel d'Eltsine à la démission de Gorbatchev, pratiquement la plupart des observateurs de la scène politique soviétique s'accordaient à dire que la désaffection politique envers les "démocrates", dont Eltsine, s'accentuait rapidement : les gens s'intéressaient de moins en moins aux soviets et aux élections ; et aucun des nombreux partis libéraux n'avait été capable d'obtenir un soutien

<sup>11)</sup> Nedelia nº 48, 1990.

<sup>12)</sup> Washington Post, 25 novembre 1990.

<sup>13)</sup> Komsomolskaya pravda, 9 mars 1991.

<sup>14)</sup> Le Monde, 3 mars 1991.

<sup>15)</sup> Gazette, 19 mars 1991.

<sup>16)</sup> Komsomolskaya Pravda, 20 décembre 1990 et 7 février 1991.

massif (16). La plupart des gens n'avaient pas l'impression que leurs intérêts étaient représentés dans l'éventail politique limité à la "droite" conservatrice et à la "gauche" libérale. Et, jusqu'à présent, les socialistes n'ont pas réussi à peser réellement sur la conscience de la population.

Fin 1990, dans une interview, Zaslavskaya a expliqué que la vraie lutte se déroulait autour de la question suivante: « A partir de quelles classes existantes se formera la nouvelle classe des entrepre-

neurs. Certains disent : à partir de la nomenklatura. D'autres sont des démocrates, et luttent pour que cette classe se constitue avec les gens les plus énergiques et les plus talentueux, indépendamment des groupes auxquels ils appartiennent » (17). Mais, un de ses collègues libéraux a récemment noté que « quand les nouveaux bolcheviques [c'est-à-dire les "défenseurs du socialisme" conservateurs] lancent à la population le slogan "Nos enfants ne deviendront pas une main-d'œuvre louée aux nouveaux bourgeois", les gens sont tout à fait d'accord. Mais ils ne veulent pas non plus être loués à l'ancienne nomenklatura! » (18).

### Les dessous du référendum

Selon les premières estimations, 77 % de ceux qui ont voté lors du référendum du 17 mars ont répondu "oui" à la question de Gorbatchev (19); si cela ne supposait en aucun cas un soutien à Gorbatchev ou une approbation de sa politique visant à conserver les républiques baltes dans l'Union par la force, cela montre les limites de l'audience de masse des "démocrates", puisque Russie démocratique avait appelé à voter "non" pour montrer la défiance vis-à-vis de Gorbatchev.

D'autre part, environ 75 % des votants ont approuvé l'élection au suffrage universel du président russe; cela exprime un appui important à Eltsine et le désir de le renforcer. Mais le soutien dont il jouit n'est pas le fruit de son programme social, dont la majorité de ses partisans n'a qu'une très vague idée, mais de son opposition aux prérogatives et aux privilèges de la bureaucratie, au pouvoir central et à Gorbatchev. Pour beaucoup de gens, il apparaît comme la seule alternative crédible.

Aujourd'hui, les mineurs font grève



pour des augmentations salariales de 100 à 150 %, mais, comme l'a noté l'économiste hongrois J. Kornai, récemment converti au capitalisme, la transition vers le marché exige un Etat fort pour imposer des réductions de salaire réel (ce que les travailleurs polonais ont connu, par exemple) avec une "main de fer" (20). Pourtant Eltsine a promis durant l'été 1990 que personne ne souffrirait de la transition vers le marché!

Les sondages et le Congrès des Conseils de collectifs de travailleurs (CCT) de décembre 1990 ont clairement montré que la plupart des travailleurs voulaient que la "désétatisation" prenne la forme d'un transfert des entreprises aux CCT. Or, tant le plan des 500 jours de Chataline que le projet de Constitution des libéraux pour la République russe réclament une privatisation totale et ne prévoient rien en matière de propriété collective ou d'autogestion des travailleurs — écartant effectivement ces derniers du processus (21).

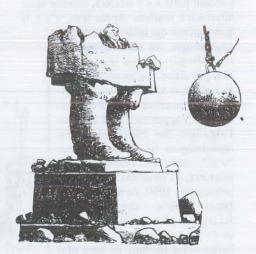
Aujourd'hui, dans toute l'Union, des luttes se développent dans les entreprises; elles n'opposent pas, comme l'a présenté Zaslavaskia, les variantes bureaucratique et "démocratique" de la privatisation, mais la privatisation bureaucratique et l'aspiration des travailleurs à l'autogestion et à la démocratisation de l'économie. D'après le témoignage d'un militant du mouvement autogestionnaire, dans plus de 500 entreprises, des travailleurs se sont élevés contre les manœuvres de leur direction qui essayait de changer les statuts derrière leur dos (22).

En somme, même la popularité d'Eltsine est conditionnelle et fragile; il ne jouit pas du crédit qu'avaient les dirigeants de Solidarité quand ils sont arrivés au pouvoir. Et les travailleurs soviétiques n'ont pas connu une défaite comparable à celle des Polonais en 1981. Si Eltsine venait à prendre le pouvoir sous la poussée d'un soulèvement populaire (essayera-t-il d'exploiter la colère qui ne manquera pas de se manifester à l'occasion de la prochaine hausse des prix ?), il est plus que douteux qu'il puisse mener à bien une transformation libérale.

Le récent référendum a donc changé peu de choses dans la situation politique soviétique, dont la classe ouvrière détient toujours la clef. Comme toujours, la question qui reste posée est de savoir si elle deviendra un acteur politique indépendant et si elle réussira à

introduire sa propre option authentiquement démocratique (et donc socialiste) dans un paysage politique monopolisé, pour l'instant, par les libéraux et les conservateurs.

21 mars 1991



### **ERRATUM**

Dans Inprecor n° 326, du 15 mars 1991, une coquille s'est glissée dans l'article "Les illusions perdues" de Lazlo Andor, page 21. Il fallait lire: « En 1988, une famille moyenne hongroise utilisait la moitié de son revenu pour des dépenses de première nécessité (...); en 1991, à cause de l'inflation croissante ces mêmes dépenses représentent les trois quarts de son budget. »

<sup>17)</sup> Izvestia, 17 décembre 1990.

<sup>18)</sup> Sobvesdenik n° 2, 1991.

<sup>19)</sup> Ainsi environ 59 % des 178 millions de votants potentiels ont participé au référendum. Les sept autres républiques comptent environ 10 millions de votants. New York Times, 20 mars 1991.

<sup>20)</sup> J. Kornai, The road to a free economy, Norton New-York, 1990.

<sup>21)</sup> Ekonomika i zhizn nº 8, 1991.

<sup>22)</sup> Troud, 2 février 1991 et Inprecor nº 324 du 15 février 1991.

# Dans les rues de Leipzig



La tournée électorale du dirigeant de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Helmut Kohl, en mars 1990, à la veille des élections dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA), avait été triomphale (voir Inprecor n° 305 du 23 mars 1990); il était fêté par des hommes et des femmes qui semblaient lui dire : « Helmut, prends-nous dans tes bras et amènes-nous au pays du miracle économique ». Cela se passait dans les anciennes forteresses du mouvement ouvrier : Leipzig, Erfurt, Cottbus. Les deux tiers de la classe ouvrière avaient alors voté pour la CDU. En dépit d'un scepticisme croissant, les partis gouvernementaux de Bonn ont reçu 58 % des voix dans l'ex-RDA lors des élections de décembre 1900 (voir Inprecor n° 320 du 7 décembre 1990). Mais l'état de grâce a fait long feu et les rues de l'ancienne RDA sont aujourd'hui envahies non pas par ceux qui célèbrent Kohl, mais par ceux qui exigent son départ.

### Hans-Jürgen SCHULZ



L'ANSCHLUSS par l'Allemagne occidentale capitaliste ne pouvait qu'avoir des conséquences économiques catastrophiques. Un flot de marchandises ouest-allemandes a envahi l'an-

cienne RDA, remplaçant la production locale. En même temps, les exportations vers le bloc soviétique (environ 70 % du total des exportations est-allemandes) ont connu une chute vertigineuse; maintenant elles doivent être payées en devises, alors que l'ancienne RDA n'a plus besoin d'importer des matières premières. La production industrielle est soudainement tombée à moins de la moitié de son niveau précédent et le revenu national a diminué, en 1990, d'environ 22 %. En quelques mois, un million de postes de travail ont disparu.

Jusqu'à présent, les conséquences de cette catastrophe ont été contenues par des subventions considérables. Les plus âgés ont été mis à la retraite; les femmes ont reçu de l'argent et ont été renvoyées dans leurs foyers; beaucoup de crèches ont été fermées. Officiellement, il y a "seulement" 760 000 chômeurs; mais, 1,9 million de travailleurs ont été placés au chômage technique ou travaillent à temps réduit et touchent 90 % de leur salaire; 700 000 employés de l'administra-

tion ont été licenciés et en perçoivent 70 %. Si l'on ajoute le chômage officiel à celui qui est "caché", on parvient à la conclusion qu'il touche 40 % de la force de travail. Mais, dans la plupart des cas, cette situation est vue comme transitoire; la réduction des revenus est compensée par les épargnes accumulées autrefois, qui servent aujourd'hui à voyager, par exemple, car on a plus de temps libre.

### Un réveil douloureux

Les Allemands de l'Est sont maintenant de plus en plus nombreux à penser que le chemin emprunté ne mène pas au pays du miracle économique mais plutôt à la pauvreté. Certaines entreprises ont déjà été fermées et, peur la grande majorité des autres, il n'y a aucun avenir. A partir de l'été 1991, ces vacances rémunérées se transformeront en chômage à grande échelle.

Depuis février, les travailleurs ont commencé à prendre conscience de cette réalité et le climat social change; non seulement une morne résignation et un certain désespoir, mais aussi un sentiment d'agressivité se répandent. Nombreux sont ceux qui ne veulent plus aller voter (et, parmi eux, ur tiers de jeunes femmes). Selon les sondages, la CDU aurait perdu un cinquième de ses voix (de 42 à 33 %) à la faveur du Parti socialdémocrate (SPD) (de 22 à 34 %), mais aussi des Republikaner d'extrême droite, qui avaient déjà obtenu lors des élections de 1990 autant de voix en Allemagne de l'Est (plus de 100 ()00) que le Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien PC est-allemand rebaptisé) à l'Ouest. Les courants racistes, sinon ouvertement fascistes, étendent leur influence.

Mais avec la concrétisation de la menace et l'annonce de la première vague de licenciements de masse et de fermetures d'entreprises, un mouvement de résistance s'est amorcé. L'annonce d'une réduction des emplois dans les usines Carl Zeiss, à Jena, de 29 000 à 5 000, a provoqué des manifestations : début février, 20 000 personnes sont descendues dans la rue. A Erfurt, ils étaient presque 50 000. A Erfurt, ainsi qu'à Neuruppin et dans d'autres centres industriels moins importants, les usines ont été occupées.

Ces actions ont été menées essentiellement par les conseils d'usine, souvent avec le soutien des syndicats. En Allemagne de l'Est, ces organismes sont élus par les travailleurs et représentent leurs intérêts, comme l'ont prouvé les élections qui ont eu lieu dans plusieurs entreprises au printemps 1990. De par leur composition, ces conseils reflètent en général le climat dominant. Dans la plupart des cas, ils sont formés par des membres ou des sympathisants des partis bourgeois et, par conséquent, même lorsqu'ils expriment la radicalisation des travailleurs, leurs actions gardent un caractère purement démonstratif.

Les syndicats, qui sont actuellement presque totalement contrôlés par les appareils ouest-allemands, se sont mis en mouvement et ont organisé des actions de protestations. Vers la mi-février, 35 000 ouvriers des chantiers navals de la côte orientale ont manifesté. Début mars, 10 000 salariés ont pris les rues de Leipzig dans le cadre d'une campagne pour des revendications salariales dans les services publics (ce qui a assuré les moyens de transport pour 50 000 personnes); 20 000 ouvriers des entreprises chimiques Leuna se sont mobilisés pour défendre leur poste de travail.

### La ville symbole

C'est à ce moment-là que s'est produit un événement spontané. Le 11 mars, 25 000 personnes, surtout des chômeurs, manifestaient à Leipzig. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit de la même ville où, à l'automne 1989, avaient commencé les mobilisations anti-staliniennes qui se sont généralisées dans toute la RDA. Bündnis 90 (Ligue 90, alliance électorale des anciennes forces d'opposition et des Verts), les églises et le syndicat de la métallurgie ont appelé à descendre dans la rue, même s'il s'agit d'un soutien plutôt que d'une participation directe à l'organisation de la lutte.

Leipzig a donc renoué avec sa tradition des manifestations du lundi. Une semaine après, d'autres villes ont suivi cet exemple et, on a pu compter plus de 100 000 personnes au total dans les rues.

C'est peut-être le début d'un mouvement plus large de radicalisation. Mais il n'y a pas que ça. Au cours des cinq dernières semaines, environ 300 000 travailleurs se sont engagés dans ces actions dans les bastions ouvriers traditionnels, surtout en Saxe. Jusqu'à présent, aucune structure de lutte, d'organisation ou de coordination n'a été mise en place. Les exigences politiques s'expriment dans les protestations et dans les appels au gouvernement pour qu'enfin il intervienne efficacement avec des mesures d'aide.

Les appareils syndicaux, contrôlés par les groupes dirigeants de l'Ouest et le SPD, déploient toutes leurs forces pour prendre la direction des luttes. Ils peuvent y parvenir, car en face il n'y a aucune alternative politique et le PDS ne joue aucun rôle dans ce mouvement (il s'est néanmoins mobilisé et a appelé à une manifestation à Berlin, qui a rassemblé entre 30 000 et 50 000 personnes).

Ces vagues de protestations semblent annoncer un printemps agité. ★

Berlin, 26 mars 1991

Un problème concret nous était posé à propos du mode d'élection : est-ce qu'on devait atteindre 5 % dans toute l'Allemagne ou séparément dans les deux ex-Allemagne de l'Est et de l'Ouest ? Est-ce que les voix qu'on obtenait à l'Ouest étaient comptées pour la liste électorale commune Liste de gauche à l'Ouest et PDS à l'Est ?

Rapidement les fondateurs de la Liste de gauche, qui avait déjà obtenu un statut de "parti", ont dû se transformer pour montrer leurs liens avec le PDS et profiter, ainsi, des voix électorales obtenues à l'Ouest. Dans le même temps, le PDS a confié des places sûres sur les listes électorales à l'Est à des candidats de la gauche de l'Ouest. Sur les dix-sept parlementaires élus, quatre viennent de la gauche de l'Ouest et une de la Gauche unie de l'Est.

♦ Aujourd'hui, dans le PDS, on trouve, paraît-il, 40 % d'anciens permanents de l'ancien parti communiste, le SED (150 000 militants du parti actuel); et seulement un dixième de ses adhérents seraient des ouvriers (soit 30 000 militants). Comment peut-on caractériser ce parti aujourd'hui?

La majorité du PDS est certainement social-démocrate de gauche, mais elle n'a pas peur de se réclamer du socialisme, ce qui est devenu très rare parmi les sociaux-démocrates, même à l'Ouest! Il ne faut pas oublier que la grande majorité de la classe ouvrière dans l'ex-RDA identifie le socialisme avec le régime qu'elle a subi et qui prétendait être le "socialisme réellement existant". D'après des sondages, 45 % de la classe ouvrière en Allemagne de l'Est a voté pour les chrétiens-démocrates, 15 % pour les libéraux, et 25 % pour les sociaux-démocrates (qui sont plus à droite que le SPD à l'Ouest).

Mais ce qui est tout à fait nouveau pour une organisation ex-stalinienne, c'est la liberté non seulement de pensée, de discussion, ou d'expression mais aussi de formation, de courants, de tendances à l'intérieur du Parti. Par exemple, il y a une plate-forme communiste qui regrouperait 25 000 des 280 000 membres du PDS; c'est un courant hétérogène, mais c'est tout le Parti qui est encore à la recherche non seulement du temps perdu avec le stalinisme, mais aussi des chemins qui mènent au socialisme ; c'est cela que je trouve fascinant. Il y aussi, bien sûr, les nostalgiques du passé, non pas d'une bureaucratie arrogante et toute puissante, mais du plein-emploi, des avantages sociaux qu'ils - et surtout elles - ont perdu avec l'invasion d'un capitalisme

# « Il y a toujours eu une alternative... »

Jakob Monetta a été pendant de longues années le rédacteur en chef du journal Metall, organe du syndicat des métallurgistes ouest-allemands, et le rédacteur des journaux de lutte des grèves des "métallos" au cours des années 60 et 70. Membre du Parti socialiste unifié (VSP) depuis sa création, il a décidé d'entrer au Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien parti communiste est-allemand), sans quitter ses anciens camardes du VSP.

Inprecor l'a rencontré pour discuter de sa nouvelle situation et surtout de la contestation populaire grandissante à l'Est et des formes d'organisaiton syndicale.

INPRECOR: Toi qui a, notamment, fondé le comité de solidarité avec Solidarnosc en Allemagne, en 1980, comment peux-tu être aujourd'hui au comité central du PDS?

Jakob MONETTA: Est-ce qu'on ne doit pas plutôt se poser la question inverse: comment se fait-il qu'un parti qualifié de "stalinien", en toute connaissance de mon passé et de mes orientations politiques, m'ait accepté dans ses rangs et que 65 % des délégués d'un congrès très libre et démocratique m'aient élu à leur comité central?

Dans une allocution au congrès électoral de "toute l'Allemagne" de la Liste de gauche/PDS qui s'est tenu les 15 et 16 septembre 1990, j'avais déclaré: « Je viens d'une tradition du mouvement ouvrier qui s'appelait l'Opposition de gauche. Elle a dû payer avec des dizaines de milliers de victimes sa ferme opposition au despotisme bureaucratique en Union soviétique. Il n'y aura de vrais réhabilitations pour celles-ci que le jour où

nous discuterons à nouveau de leurs idées, de leurs critiques et des alternatives qu'elles proposaient. Car c'est le mensonge éternel de tous les historiens conservateurs de prétendre que tout s'est passé comme ça, parce cela devait se passer comme ça. Il y a toujours eu une alternative dans l'histoire...»

J'ai aussi ajouté: « Certains seront peut-être déçus parce que je ne me suis pas assez démarqué du stalinisme. Je pense pourtant, que l'ayant combattu pendant un demi-siècle, je n'ai pas besoin de le faire au moment précis où qu'il est en train de disparaître de la scène de l'histoire »

A ce congrès, je n'étais pas encore membre du PDS; j'appartenais à la Liste de gauche, regroupant différents courants de gauche de l'ex-RDA et de la République fédérale (voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990). Nous avions formé une alliance électorale avec le PDS et ce n'était pas sûr qu'elle puisse passer la barre des 5 % du corps électoral, nécessaire pour pouvoir accéder au Parlement.

dont les libertés démocratiques sont conditionnées à la liberté sur le marché de travail, ce qui permet de se débarrasser de tous ceux et celles qui ne sont pas rentables pour le capital.

♦ Quelle est l'évolution politique actuelle du PDS, quelles sont ses perspectives de construction et d'action, dans l'ensemble de l'Allemagne?

Le PDS s'est démarqué de la socialdémocratie sur deux terrains. Sa position contre la guerre du Golfe était ferme, on peut dire sans failles, non pas dans un sens "pacifiste", mais anti-impérialiste. Au Parlement, cela lui a valu une haine féroce de la droite, ce qui est en même temps une certaine garantie contre une "social-démocratisation".

En ce qui concerne les revendications de la classe ouvrière dans l'ex-RDA, le PDS s'est solidarisé avec les demandes des salariés, mais il n'a aucune prise sur ce mouvement, qui devient de plus en plus vaste (voir l'article en p. 11). C'est sur ce terrain que le Parti doit concentrer son principal effort, mais il doit surmonter l'identification qui est faite du PDS avec le passé stalinien.

♦ Les grèves se multiplient dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Sur quoi partent-elles ? Quelle forme d'organisation prennent ces mouvements ?

Les manifestations aussi bien que les grèves (1) se font sur deux motivations : les licenciements et l'augmentation des salaires.

La critique de la gauche à l'Ouest et de beaucoup de syndicalistes à l'Est s'est portée au début contre les méthodes de "colonisation" des syndicats de l'Ouest. La grande majorité de la classe ouvrière à l'Est n'avait aucune confiance dans leurs syndicats et préférait, dans bien des cas, se soumettre aux organisations de l'ex-RFA. On ne peut pas nier pourtant qu'il y a eu des méthodes plutôt antidémocratiques — avec la proposition de sanctions contre les membres du PDS, par exemple.

Mais il faut aussi reconnaître que ce sont les militants de l'Ouest envoyés dans l'ex-RDA, pour "récupérer" ceux qui voulaient s'organiser, qui ont organisé les protestations et les grèves, manifestations auxquelles participent maintenant des centaines de milliers de personnes.

◆ Quelle est l'attitude et le rôle des syndicats de l'ancienne RFA dans ces grèves qui se déroulent à l'Est ?

Les anciens syndicats officiels de RDA ne jouent aucun rôle, ils n'existent plus. Les formes de recomposition du mouvement syndical dépendent non seulement de la volonté politique ou de la politique syndicale tout court, mais aussi de facteurs objectifs.

Pour donner un exemple : le syndicat ouest-allemand de la metallurgie, l'IG Metall — qui avait 2 millions 600 000 membres à l'Ouest — va "récupérer" à peu près 800 000 syndiqués de l'Est, après un accord passé avec les responsables de son homologue est-allemand syndicat, qui a sonimé sa base de s'organiser individuellement à partir du 1er janvier 1991 dans l'IG Metall.

D'un autre côté, l'IG Chimie — syndicat "droitier" de la chimie — a refusé jusqu'à maintenant de "confier" des fonctions syndicales à des anciens membres du SED, ce qui n'est pas le cas de l'IG Metall, en général. Lors de la fusion, l'IG chimie a tout de même accepté un des dirigeants est-allemands, qui est passé du SED à la CDU.

Le syndicat HBV (Haudel Banken Versicherungen — commerce, banques, assurances), quant à lui, va s'unifier officiellement avec le syndicat correspondant à l'Est, après un congrès des deux organisations. Mais pour la HBV, le travail de coopération est déjà extrêmement profitable car le degré d'organisation à l'Est dans ce secteur est beaucoup plus élevé. L'"égalisation" des salaires dans les secteurs des banques et assurances va plus vite que dans l'industrie, par exemple.

♦ On a pu comprendre le soutien populaire à la réunification capitaliste de l'Allemagne à cause de l'existence d'un sentiment national qui aurait subsisté et, surtout, à cause de l'attrait du système capitaliste de l'Ouest sur les travailleurs de l'ancienne RDA.

Tous les sondages, à l'Est comme à l'Ouest, montraient continuellement que le désir de l'unification n'était pas très vif. Et, ce qui est plus surprenant, c'est que même aujourd'hui les Allemands de l'Est sont beaucoup plus enclins à payer la facture de la guerre du Golfe que celle de l'unification.

Je suis persuadé que le désir de "liberté de circulation", de voyage, ainsi que le désir de liberté tout court, et la démocratie jouaient un rôle important dans le désir d'unification jusqu'au moment où il y a eu la promesse d'échange de la monnaie de l'Est contre le deutschemark.

La déception est d'autant plus grande, que le DM n'est pas devenu l'instrument d'une égalisation du niveau de vie entre l'Est et l'Ouest, mais, pour la majorité de la population, il est, au contraire, le premier des symboles de l'injustice sociale. ♦ La presse parle souvent d'une hausse du niveau de vie des travailleurs de l'ancienne RDA — même s'ils sont au chômage, ils toucheraient un salaire réel supérieur à celui dont ils disposaient avant. Ces modifications jouent-elles sur la conscience et la combativité des travailleurs ?

C'est grâce aux revendications syndicales et aux mouvements sociaux que le niveau de vie n'est pas tombé en chute libre, et que des conventions collectives, comprenant des primes et des augmentations de salaires, des diminutions du temps de travail, et surtout une garantie de l'emploi jusqu'au 30 juin 1991, avec un salaire de mi-temps, ont été signées. Concrètement les salariés touchent 90 % de leur salaire en dépit du fait qu'il n'y a pas de travail, ce qui les protège partiellement. Mais cela n'empêche pas des centaines de milliers de personnes de chercher du travail à l'Ouest.

A la fin 1991, il y aura à peu près 3 millions de chômeurs, sur 9 à 10 millions de salariés, à l'Est (un pourcentage beaucoup plus élevé qu'en Pologne). Il y aussi des centaines de milliers de personnes qui doivent faire des trajets de quatre à cinq heures par jour pour aller travailler à l'Ouest. Et, il ne faut pas oublier que les prix des transports, et surtout des loyers, sont encore "contrôlés". Tout le monde redoute le moment ou le "marché libre" s'appliquera aussi aux loyers.

La situation catastrophique à l'Est a tellement effrayé la bourgoisie allemande qu'elle vient d'imposer des taxes très élevées (surtout sur le dos de la classe ouvrière ouest-alleman-de) pour financer au moins un début de "reconstruction". L'IG Metall vient de signer une convention, qui va garantir, à partir du 1er avril 1991, aux ouvriers de l'Est, 62,5 % des revenus de ceux de l'Ouest et 58,5 % pour les employés.

A partir du 1er avril 1994, les salaires de l'Est vont être égalisés au niveau de l'Ouest. Le temps de travail va être réduit à 38 heures jusqu'en 1996 et les congés payés vont être augmentés petit à petit, jusqu'à 30 jours par an. En général, les écarts vont de 55 % des salaires de l'Ouest, dans l'industrie chimique, jusqu'à 65 % dans le commerce, mais 90 % dans la construction. Les chrétiens démocrates ont pris peur parce que de récents sondages démontrent que la confiance en Kohl a disparu, et que le SPD remonte dans les sondages.

20 mars 1991

<sup>1)</sup> Il y a eu deux grèves générales des chemins de fer et de la poste.



CHANGEMENT de lieu, changement de décor, où est la différence? La guerre totale longtemps envisagée par les hommes du Pentagone, en Europe devait être conduite au milieu d'un

dense tissu urbain entre des forces sensiblement équivalentes.

Elle s'est déroulée dans les sables du désert, sans oublier naturellement les villes, avec d'emblée une écrasante supériorité des "croisés" de l'Occident dans les airs et sur mer. Ces derniers ont eu plusieurs mois pour opérer le plus gigantesque effort de logistique de l'histoire, tandis que les Irakiens étaient, eux, confrontés à un embargo à peu près total.

Lorsque, le 17 janvier 1991, les opérations militaires ont commencé, les premiers ont pu saturer les défenses adverses alors que les seconds voyaient leurs marges de manœuvre sur le terrain réduites à néant. Ainsi, apparaissent clairement les enjeux des joutes diplomatiques qui n'avaient d'autre objet que de laisser le temps d'acheminer à pied d'œuvre un formidable arsenal servi par plus de 700 000 soldats. L'embargo des Nations-Unies (ONU) signifiait déjà l'affrontement, et les possibilités d'être efficace pour le mouvement anti-guerre se situaient sans aucun doute possible dans sa capacité à entraver l'effort de guerre bien avant le 16 janvier

Pour autant, était-il fatal que ce mois et demi de guerre se déroule de la sorte, assurant une victoire des forces coalisées sans que celles-ci ne paraissent rencontrer la moindre résistance sérieuse de la part des forces irakiennes. Evidemment non, l'armée de Saddam Hussein était naturellement en état de grande infériorité technique, mais pas au point de subir une défaite apparemment "humiliante et sans combats". Elle s'était sortie non sans mal. mais honorablement, d'une confrontation de huit ans avec le régime iranien qui s'appuyait sur des appels à la mobilisation de masse lui offrant, sur la durée, une réserve de soldats sans commune mesure avec celle des forces irakiennes.

Dans la dernière phase de cet interminable conflit, l'état-major irakien avait fait preuve d'une capacité de manœuvre certaine dans une situation militaire pourtant difficile. Les matériels livrés à Saddam par l'Union soviétique et la plupart des pays occidentaux, au premier rang desquels l'impérialisme français, ne relevaient pas de la "quincaillerie" de seconde main. Cette armée, forte d'un peu plus de 600 000 hommes, sans compter les réservistes, relativement bien équipée et sortie aguerrie de la guerre avec l'Iran,

comptait parmi les toutes premières du monde. Ces données, admises comme fiables par la plupart des experts et instituts spécialisés, ont servi de bases pour les projections des états-majors de la coalition. Il en résulta une double estimation quant à la durée de l'engagement terrestre d'une part, de quelques semaines à quelques mois, et quant au nombre de victimes d'autre part, plusieurs milliers au moins parmi les forces coalisées.

Ces prévisions ne se sont pas vérifiées. Non pas qu'elles aient été sans fondement, mais bien plutôt parce que la réalité dans la première phase de la guerre dépassa tout ce qui avait été envisagé.

Certes, l'opération de désinformation et de mise en coupe réglée des médias par les généraux américains, britanniques ou français n'est plus à démontrer, mais l'on aurait tort d'avoir recours à une théorie du complot pour expliquer a posteriori les événements militaires, quand bien même les forces irakiennes auraient été surestimées à dessein. On en trouverait sans aucun doute la preuve a contrario dans l'attitude euphorique aux premiers jours du conflit des mêmes états-majors. Personne, en effet, ne connaissait en pratique les conséquences de ces bombardements, combinant l'utilisation des munitions classiques et celle des systèmes d'armes dits intelligentes qui n'avaient jusqu'alors jamais été utilisées sur un théâtre d'opérations.

### Guerre propre ou barbarie ?

Tout indique pourtant que, si surprise militaire il y a eu, c'est justement dans la terrible efficacité de ce "pilonnage" par l'aviation, et au moins autant par les unités navales alliées. Paradoxalement, les sous-marins croisant dans le bassin oriental de la Méditerranée et leurs missiles ont probablement été l'une des armes les plus redoutables de cette guerre du désert. Quant à la gigantesque bataille de chars tant attendue, elle s'est résumée à un jeu de piste pour les alliés, consistant, à la faveur d'une couverture électronique aérienne et satellitaire sans précédent, à repérer et à détruire sur le champ, les troisquarts au moins des chars irakiens en quelques heures à peine. On s'est par exemple beaucoup interrogé sur ce qui aurait pu relever d'une tactique de l'étatmajor irakien, évitant de riposter pour demeurer dans une posture défensive jusqu'au contact direct et rapproché avec les premières lignes adverses engageant l'offensive terrestre. D'où une série d'hypothèses fantaisistes émises par les "journalistes kaki", et autres consultants galonnés sur les positions enterrées de l'armée

# La gi

Les experts militaires et les commen durant la décennie écoulée sur l'évents prises les principales puissances occide alliés du pacte de

Mais, et c'est là le premier enseignemer avait été prévu — les scénarios planif mesure, les matériels produits à cette utilisé sur un autre théâtre

Jean-Lo

irakienne, y compris le mauvais gag des "pistes d'aviation souterraines" (sic). L'armée irakienne était bien plutôt clouée au sol, comme tétanisée par le feu ininterrompu, imprévisible et donc totalement imparable qu'elle subissait. D'un certain point de vue, on se trouve placé dans une situation analogue à celle qui suivit les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagazaki.

Il faudra du temps pour mesurer dans toute leur ampleur les dégâts directs, et surtout indirects, de tous ces systèmes d'armes utilisés en très grand nombre et de manière combinée. L'introduction de ces armes dans la panoplie des armées d'aujourd'hui est de nature à modifier radicalement la stratégie militaire elle-même, puisqu'elle semble autoriser des guerres éclairs, sans coût humain important et où l'"art de la guerre" est renvoyé au musée des pratiques anciennes. Dans ces conditions, et lorsqu'ils disposent d'une supériorité technique écrasante, mêmes les généraux américains sont capables

de gagner des guerres ; ils viennent d'en faire la démonstration. Les mots font défaut pour décrire cette nouvelle réalité militaire. On a jadis inventé le terme de "vitrification" pour décrire les effets du feu nucléaire. L'armée et la population civile irakiennes ont vraisemblablement subi, du fait de ces bombardements, un des actes de guerre les plus barbares et les plus déstabilisants de toute l'histoire. Sur ce



# rerre

iteurs politiques ont beaucoup disserté lité d'une guerre en Europe mettant aux ales d'une part, l'Union Soviétique et ses arsovie, de l'autre.

majeur de la guerre du Golfe, tout ce qui s par les états-majors et, dans une large ìn par les industries de guerre — a été l'opération, celui du Golfe.

### is MICHEL

point, tout reste à faire pour évaluer, comprendre et combattre ce nouveau fléau.

Comme toujours, derrière le militaire, il y a le politique. Comment expliquer la démarche suicidaire de Saddam Hussein?

Non pas même l'enfermement dans une logique conduisant inexorablement vers la guerre, dès lors que la décision avait été prise à Washington dès le début d'"aller jusqu'au bout", mais de s'y laisser conduire dans les pires conditions qui puissent être imaginées. Ainsi, l'armée irakienne semble avoir été décapitée à la faveur de purges à répétition de la plupart de ses officiers compétents. On songe ici à Staline s'appliquant avec méthode à détruire l'Armée rouge à la veille de la Se-

conde Guerre mondiale. Lui, aussi, ne croyait pas à la guerre... Viennent ensuite les fanfaronnades grotesques d'un dictateur imbécile, annonçant un nombre ridiculement faible de victimes civiles quand tout indique que les morts se comptaient, dès la fin

> janvier, par milliers, voire dizaines de milliers à Bagdad com-me à Bassorah. transformée en véritable ville martyre. Autrement dit, Saddam Hussein, dont le régime et les pratiques odieuses constituaient déjà un frein puissant à l'organisation des mobilisations contre la guerre un partout dans monde, en a rajouté en niant lui-même le caractère terriblement meurtrier de l'agression impérialiste. Le seul registre

où il a tenté de mobiliser l'opinion arabe fut celui de la présence d'"impies sur les lieux saints de l'Islam", délaissant pour l'occasion la tradition "laïque" de son régime.

Lors de l'offensive terrestre, c'est une armée irakienne, vraisemblablement coupée de tout soutien populaire, dépourvue d'une logistique élémentaire permettant de nourrir les hommes et d'assurer un minimum de communications rapides, qui a été offerte en victime expiatoire au boucher de la Maison blanche et à ses acolytes de Paris et Londres. Si l'on en croit les indications fournies depuis le cessez-le-feu par certains médias, les unités stationnées dans la proche banlieue de Bagdad n'avaient pas d'autres moyens de communiquer que le recours à... l'estafette.

Ce qui donne d'ailleurs une idée des destructions massives de toutes les infrastructures dans le pays. Et là, une question se pose quant au sort réservé par les armées de la coalition à quelques 100 000 au moins de ces malheureux soldats irakiens. Ils n'ont pas été faits prisonniers ; ils n'ont pas eu le temps et les moyens de déserter et de se réfugier, par exemple, en Iran. Ont-ils été purement et simplement exterminés alors qu'ils étaient déjà hors combat ? Là encore, la vérité reste à établir sur ce qui constituerait un crime de guerre à la dimension des massacres perpétrés en Chine par l'impérialisme japonais ou d'un Katyn à la puissance 10.

### Quel nouvel ordre militaire?

Au-delà, la guerre du Golfe aura des conséquences en chaîne qui sont difficilement mesurables à chaud, rendant aléatoire tout pronostic par trop précis. Pour autant, avec la prudence requise, il semble possible, et nécessaire, d'esquisser une série d'évolutions probables. A l'évidence, le contexte militaire international est bouleversé. A l'ordre bipolaire, issu de la Seconde Guerre mondiale et mis à mal par l'effondrement de la puissance militaire soviétique, succède apparemment une situation de "domination impériale" de la machine de guerre des Etats-Unis. Apparemment, parce que le déclin relatif du capital nord-américain par rapport à ses concurrents nippon et européens, que confirment tous les indicateurs économiques, devrait en limiter l'ampleur et sans doute plus encore la durée. Cela dit, c'est un formidable potentiel global qui a été mobilisé par les Etats-Unis dans cette guerre.

Des opérations militaires d'une telle ampleur n'ont été rendues possibles qu'à la faveur d'un considérable effort de logistique adossé à une mobilisation à l'arrière

que peu d'observateurs se seraient aventurés à juger envisageable il y a quelques mois seulement. Les difficultés rencontrées par Washington au Viêt-nam dans une guerre longue, il est vrai, ou même dans des conflits de plus basse intensité, ne laissaient pas présager pareille mobilisation. Bush a bénéficié et aussi réuni des conditions politiques extraordinairement favorables: montage et maintien durant tout le conflit d'une coalition hétéroclite d'une trentaine d'Etats, soutien de Gorbatchev, atonie du mouvement ouvrier international, manipulation à peu de frais de l'ONU, le tout sous la bannière idéologique du droit et d'un nouvel ordre international. La conséquence la plus pratique en fut la hauteur du financement de l'effort de guerre américain, non seulement par les pétro-monarchies de la région mais aussi par les partenaires concurrents et non directement belligérants que sont l'Allemagne ou le Japon. Toute la question est de savoir si cette conjonction de circonstances peut d'une manière ou d'une autre perdurer, au-delà du conflit militaire, voire permettre d'autres opérations semblables à l'avenir.

### Débats stratégiques

Les partenaires des Etats-Unis dans le camp impérialiste sortent de cette guerre dans des positions bien différentes. Tokyo reste dans une large mesure inféodé au plan militaire, quelle que soit sa puissance économique. Son incapacité à accélérer son effort de militarisation et l'opposition qu'une telle perspective rencontre dans l'opinion rend, pour l'heure, peu probable un accroissement du rôle politique du Japon sur l'arène internationale. La situation des Etats européens est tout autre. La Grande-Bretagne et la France ont participé à la guerre en stricte position de subordination tant militaire que politique, prolongeant chacune à sa manière l'illusion de jouer, si ce n'est le premier rôle, au moins les principaux seconds rôles. Mais il ne fait aucun doute que ces puissances impérialistes sont sur le déclin et que la guerre, notamment dans le cas de la France, va aggraver la crise de leurs économies militaires respectives. A Londres com-me à Paris, les gouvernements capitalistes ont promptement réagi dès la fin du conflit pour tenter d'enrayer ce qui apparaît comme une inévitable spirale du déclin.

Les Britanniques se tournent vers l'Allemagne pour lui proposer la mise sur pied d'une force binationale à déploiement rapide, qu'elle devrait naturellement financer. Mitterrand propose, quant à lui, l'ouverture d'un débat national sur la politique militaire de la France, tant l'impasse paraît évidente mais qui ne saurait, selon lui, remettre en cause la sacro-sainte force de frappe nucléaire nationale et prétendument indépendante. Toutes les hypothèses tournent désormais autour de l'inconnue allemande, après que l'Europe politique à prétentions militaires a sombré, dès le

début du conflit, dans la paralysie et le ridicule, quoi qu'en dise l'actuel président français de la Commission de Bruxelles, Jacques Delors. Des opérations de co-productions européennes d'une série de matériels militaires vont voir le jour dans la toute prochaine période mais, parce que limitées et surtout non finalisées comme partie intégrante d'une politique militaire commune, elles ne seront pas en mesure de changer le cours des choses.

L'Allemagne, quant à elle, dispose des atouts qui lui permettraient de tenir sur l'arène internationale la place correspondante à sa montée en puissance économique, pour peu que ses dirigeants en aient la volonté. D'autant que ses forces armées, bien que privées de capacités nucléaires autonomes et non directement engagées dans le conflit, sont en état équipement, entraînement, commandement - de jouer un rôle militaire de tout premier plan. Son double ancrage du côté de Washington par le biais de l'Alliance atlantique (OTAN) et de l'Europe communautaire par le rôle qu'elle y joue, sans compter sa fonction d'intermédiaire obligé par rapport à l'Europe de l'Est, la rend incontournable. C'est donc de Bonn ou de Berlin que peut venir l'initiative, mais c'est aussi en Allemagne que le mouvement pacifiste du début des années 80 fut le plus vigoureux, et c'est encore dans ce pays que l'opposition à la guerre américaine dans le Golfe a mobilisé le plus massivement, en particulier dans la jeu-

### La course aux armements

Reste la très probable relance de la course aux armements et à la militarisation, comme conséquence logique de la guerre et des conditions de son déroulement. Les bombes et autres missiles consommés en grand nombre par les armées occidentales, avant tout américaines, ont été prélevés sur les stocks importants constitués en prévision d'un conflit dans le centre de l'Europe. De ce fait, les industries américaines n'ont pas reçu de commandes visant à renouveler ces stocks. Le reste du matériel (chars et autres blindés, pièces d'artillerie, véhicules divers, etc.) est venu en grande partie d'Europe. Quant à l'aviation, les pertes subies ne sont pas



telles qu'elles entraînent un besoin immédiat de remplacement. On assiste donc à une première dans la mesure où les industries de l'armement n'ont pas été relancées par les besoins de la guerre elle-même. Résultat, il faut plutôt s'attendre à une relance qualitative à l'issue de cette guerre.

L'exemple des missiles antimissiles l'éclaire assez bien. Les Patriot ont fait merveille... contre les Scud il est vrai, et du coup le vieux rêve reaganien d'un bouclier antimissiles à peu près hermétique va retrouver une nouvelle jeunesse. L'armée et les industries d'armement américaines vont donc s'orienter vers la mise au point de systèmes d'armes encore plus sophistiqués sur la base des recherches antérieures, nécessitant dans un premier temps un investissement lourd dans les études et programmes. Une autre partie du matériel, la "quincaillerie" précisément, sera soldée aux alliés peu argentés, bon moyen de s'assurer une clientèle obligée et de réduire la concurrence, notamment française, à la portion congrue, surtout au Proche et Moyen-Orient.

Pour le mouvement ouvrier et les opposants à la guerre, cette perspective exige une activité qui est certes plus difficile à mettre en place mais qui est incomparablement plus efficace. Plus difficile parce que la militarisation ne s'incarne pas dans des matériels en voie d'installation, mais dans des programmes à long terme qui restent plus abstraits. En revanche, il est clair qu'une fois un système d'armes au point, le fait de peser sur son déploiement, de pouvoir empêcher son installation en nombre devient très aléatoire. La grande bataille contre les euromissiles l'a suffisamment prouvé. Autant de questions auxquelles le mouvement ouvrier doit répondre avec précision s'il entend ne pas rester dans la position de "hors jeu" qui a été, pour l'essentiel, la sienne durant la guerre du Golfe. S'il ne le faisait pas, il se condamnerait à la marginalité et les dirigeants politiques et militaires de la bourgeoisie n'en auraient que d'avantage les mains libres.

12 mars 1991

### Le Pacte national

Le 20 mars 1991, le Sénat des Etats-Unis décidait de suspendre l'aide économique et militaire à la Jordanie à cause de l'attitude du roi Hussein durant le conflit du Golfe, tout en laissant à Bush le soin de la rétablir si le gouvernement jordanien se montrait coopérant. La "punition" n'est donc pas si grave... En effet, le monarque avait choisi de jouer, au début de la crise du Golfe, un rôle de "médiateur".

Puis, avec le déclenchement de la guerre, il s'est réfugié dans la "neutralité". Dans les deux cas, le régime ne tenait compte de la radicalisation anti-impérialiste de la population qu'au niveau du discours, sans aucune conséquence pratique. Et pour cause : la rue réclamait des armes et la levée du blocus contre l'Irak.

### Omar SALEM



C'EST dans ce contexte que Washington a exprimé sa compréhension des « circonstances difficiles dans lesquelles se trouve le roi Hussein », et que George Bush a déclaré qu'il

n'était pas dans son intention de « supprimer le rôle de la Jordanie » dans le réaménagement régional de l'après-guerre.

Le président américain a dépêché un

envoyé spécial auprès du monarque pour lui demander d'éviter toute friction avec Israël, et lui confirmer qu'il ne serait pas mis à l'écart du règlement régional.

Le roi a respecté la neutralité qui lui était exigée, jusqu'à la fin de la guerre. Cette position a été réitérée publiquement à plusieurs reprises par lui-même et par d'autres représentants du régime.

Le 6 février 1991, cependant, le souverain prononçait un discours, apparemment sans motif, dans lequel il s'en prenait énergiquement aux Etats-Unis et à leurs alliés arabes.

Un concert de louanges s'ensuivit de la part des partis participant au "consensus national" (1). En fait, ces propos étaient destinés à contenir la colère spontanée de la population que ni les partis, ni les appareils du régime n'arrivaient à maîtriser. Trois semaines après le déclenchement de la guerre, en effet, les avions de la coalition anti-irakienne avaient commen-

cé à bombarder des camionsciternes et autres véhicules civils jordaniens sur la route reliant Bagdad à Amman, suscitant un vif ressentiment populaire. Le matin du 6 février, plusieurs milliers d'habitants de la ville de Ramtha, près de la frontière syrienne, arrêtaient un convoi de camions syriens et turcs se dirigeant vers l'Arabie saoudite, et tentaient de s'emparer de leur cargaison pour l'expédier en Irak.

Le roi a prononcé son fameux discours "populiste" le soir même, tandis que ses services lançaient une campagne d'arrestations à Ramtha, emprisonnant

200 personnes. Le couvre-feu fut imposé dans la ville, plusieurs heures durant, pendant deux jours.

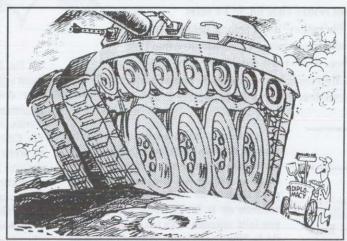
La gauche, respectueuse du "consensus national", fit semblant d'ignorer la répression qui accompagna le discours du roi. Elle ignora, de même, l'aide financière accordée par l'impérialisme au régime, versée en dépit de l'irritation américaine officielle provoquée par le discours. La dernière semaine de la guerre, cette aide se montait à 750 millions de dollars sous forme de dons et de prêts à des conditions préférentielles, selon les chiffres communiqués par le gouvernement (2). Les réserves en or et en devises de la Banque centrale atteignirent même un record historique, soit 2,1 milliards de dollars.

### La grande désillusion

Dès la fin de la guerre, le roi Hussein prononçait un nouveau discours, le 1er mars 1991, dans lequel il décrivait les grandes lignes de sa politique pour la « nouvelle période », alors que la population était encore sous le choc de l'ampleur de la défaite subie par l'Irak. Sa passivité à l'égard du discours royal n'était que le premier résultat des illusions semées, au cours des six mois précédents, par le régime, les médias et l'ensemble des partis du consensus.

Le souverain appela, dans son discours, à « tourner une nouvelle page (...) fondée sur la réconciliation et l'entente inter-arabes » et à « réactiver notre ordre arabe régional ». Il réaffirma son engagement à œuvrer pour « une paix durable et la stabilité de la région », et déclara : « La Jordanie ouvre grand ses bras à qui-

conque veut établir des relations amicales avec elle. » Il excusa les Palestiniens auprès de « la direction et du peuple israéliens », de leur joie quand les Scud tombaient sur Israël. Finalement, le roi déclara qu'il poursuivrait son action autour du Pacte national, dont la version fi-



nale avait été publiée à la fin de 1990 (3).

Le régime essaye ainsi de contourner à la fois sa propre crise et les masses, profitant de la démoralisation de celles-ci par
suite de la défaite irakienne, et bénéficiant
de la collaboration des partis du Pacte.
Ces derniers ont déjà prouvé qu'ils étaient
capables de contenir et de mystifier la population, là où les appareils répressifs et
médiatiques du pouvoir n'y suffisaient
pas.

### L'option jordanienne

Le roi aborde sa politique pour la nouvelle étape, fort de ses succès locaux, après s'être créé une image de dirigeant nationaliste, démocratique et non impliqué dans les combats "fratricides". Etant maintenant mieux accepté par les Palestiniens, alors que le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est en régression, il pourrait être coopté par la direction de la centrale palestinienne comme dernier recours. La fameuse "option jordanienne", renouvelée, semble plus crédible que jamais. Elle garantirait au roi un rôle clé dans la liquidation de la cause palestinienne, c'est-à-dire la récupération de la lutte du peuple palestinien, aux moindres frais et dans le cadre régional du "nouvel ordre mondial".

Le dernier discours du monarque ne constitue, en aucune façon, un retournement, mais confirme bien que la nature du régime n'a jamais changé. Il n'a surpris que ceux qui, dans la gauche respectueuse, ont été impressionnés par les propos "populiste" du roi au cours des derniers mois et y ont vu un changement radical.

Le Pacte national que le souverain soumettra, selon son expression, à la "bénédiction" populaire, a été adopté à l'unanimité par la commission royale de rédaction, où étaient représentés tous les partis de la gauche réformiste. Il ne s'agit pas seulement d'un programme de collaboration de classe, mais aussi d'une réécriture de l'histoire du pays. Son préambule re-

> trace l'histoire de la dynastie hachémite, à laquelle appartient le roi Hussein: il absout le régime de tous ses crimes contre les peuples jordanien et palestinien, et passe l'éponge sur son lourd passé au service de la réaction arabe et de l'impérialisme.

> Ce Pacte sera sans doute un instrument efficace aux mains du trône pour mettre les partis au service de sa politique, et conférer à ses forces armées une « légitimité nationale » pour frapper l'ensemble des forces révolutionnaires dans la période à venir

Mais la crise globale du régime ne manquera sans doute pas de susciter une radicalisation qui fera émerger des militants débarrassés des illusions entretenues par les réformistes de la cour (4).

Amman, le 11 mars 1991



1) Voir Inprecorn ° 318 du 9 novembre 1990.

 Cet article a été rédigé avant le vote de la suspension de l'aide des Etats-Unis à la Jordanie.

3) Le "pacte national", lancé par le pouvoir en avril 1990, visait à contrer et contrôler la gauche, en lui faisant des promesses d'ouverture démocratique. Le Parti communiste et les partis proches du FP et du PD y ont souscrit.

4) Les marxistes révolutionnaires jordaniens opposent à la parodie du Pacte national, la revendication de l'Assemblée constituante librement élue (voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990). Contre le processus de liquidation de la cause palestinienne, ils défendent le retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967, ainsi que le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris son droit au retour sur les territoires dont il a été expulsé.

# "Free Kuwait"...

L'émir du Koweit est finalement rentré chez lui, le 14 mars 1991, deux semaines après la "libération" de sa principauté par les forces américaines. Le pauvre homme aurait préféré attendre que l'un de ses nombreux palais de marbre, d'or et de cristal soit réaménagé, et que le pays soit à nouveau bien policé. Mais les critiques fusant de toutes parts, l'émir s'est senti obligé d'abréger son exil doré en Arabie saoudite.

### Salah JABER



AGISSANT sous la supervision fraternelle de l'ambassadeur des Etats-Unis, haut-commissaire de ce qui est de nouveau un domaine colonial, la famille régnante des As-Sabah a entrepris de res-

taurer son pouvoir et de reconstruire le Koweit ravagé par la guerre. La première priorité pour cette caste dirigeante des plus exécrables n'est pas le rétablissement des services essentiels et le soulagement de la population restée dans l'émirat dans des conditions très difficiles. C'est, bien sûr, le rétablissement de l'ordre ancien, fruit de l'"ordre nouveau" de George Bush.

Les deux principaux problèmes sont, d'une part, celui du régime politique de l'après-guerre, et d'autre part, celui de la composition de la population. On sait quel grand respect la dynastie au pouvoir avait pour la démocratie de pacotille qu'elle avait concédée, en 1962, sur conseil britannique, à son opposition fortunée. Sur les 700 à 800 000 Koweitiens de citoyenneté, formant environ 40 % de la population totale de l'émirat, moins de 10 % avaient le droit de vote, selon des critères foncièrement réactionnaires excluant les femmes et ceux dont la souche koweitienne est postérieure à 1920. Même ainsi, l'émir et ses nombreux frères et cousins étaient gênés par le Parlement, où des représentants de la bourgeoisie libérale ou nationaliste contestaient leur monopole du pouvoir et leurs privilèges. Excédé, l'émir avait dissous, en 1986, cette Assemblée trop récalcitrante et suspendu la Constitution.

Aujourd'hui, les opposants — hommes d'affaires, membres de professions libérales, et religieux — lèvent la voix, imputant à l'incurie des As-Sabah, le désastre qui s'est abattu sur la principauté.

Ils protestent énergiquement contre la mise en place de la loi martiale par le gouvernement rentré avec les blindés américains et exigent qu'une date soit fixée pour la tenue de nouvelles élections. La réaction de la famille régnante ne s'est pas faite attendre : dès les premiers jours de la "libération", un commando tentait d'assassiner un ex-député qui s'était distingué par sa critique des extravagances financières des As-Sabah.

Avec la loi martiale, un climat de terreur répressive est progressivement instauré dans l'émirat. Les forces armées du régime, rentrées avec ses barons, s'efforcent de désarmer la population restée au Koweit sous l'occupation irakienne et qui s'était emparée des armes abandonnées par les soldats de Bagdad.

Les hommes et femmes de citoyenneté koweitienne demeurés au Koweit moins du tiers du total des Koweitiens et autant que les Palestiniens restés - sont généralement les moins nantis, ceux qui n'avaient pas les moyens de s'offrir un exil confortable. Une grande partie d'entre eux, probablement la majorité, appartient à la minorité chiite (40 %), fraction opprimée des citoyens koweitiens. Ils réclament aujourd'hui un droit de regard sur les affaires de l'Etat, estimant qu'il serait même plus légitime que celui des exilés. Les femmes koweitiennes qui, paradoxalement, n'ont jamais été aussi libres que sous l'occupation irakienne, réclament elles aussi leur affranchissement et le droit de vote.

Face à ce déferlement de critiques, le pouvoir restauré combine la répression et la division. Le seul journal du pays, lancé par la "résistance" avant même le retrait irakien, a été dissous le 19 mars, parce qu'il critiquait le gouvernement. Les Palestiniens sont traités en boucs émissaires, accusés, surtout par les Koweitiens de l'exil, d'avoir collaboré avec l'occupation irakienne.

Il est vrai qu'une partie importante de la communauté d'origine palestinienne — 400 à 500 000 personnes, soit 20 à 25 % de la population totale de l'émirat, dont beaucoup y sont nés ou y habitent depuis des décennies — avait éprouvé de la sympathie, au début, pour une invasion dont elle pouvait espérer qu'elle améliorerait sa condition.

Par la suite, et devant le comportement abject des troupes de Bagdad, l'opinion des Palestiniens du Koweit s'était largement retournée. Plus de la moitié d'entre eux ont fui le pays vers la Jordanie. Ceux-ci, dans leur très grande majorité, n'ont plus guère d'espoir de retour : le pouvoir koweitien entend non seulement empêcher les allogènes partis de rentrer, mais aussi expulser ceux qui sont restés. Les Palestiniens sont ainsi soumis aujourd'hui au Koweit à un traitement à michemin entre celui qu'ils avaient subi dans les régions chrétiennes du Liban et celui qu'ils subissent sous l'occupation israélienne. Des officiels koweitiens parlent ouvertement de n'autoriser que quelques dizaines de milliers de Palestiniens à rester sur le territoire.

### Des cheiks et des domestiques

Le pouvoir entend réduire radicalement l'ensemble de la population allogène de l'émirat, de sorte que la majorité des habitants puisse dorénavant être composée de Koweitiens et de bénéficiaires de la rente pétrolière. Il entend dans ce but recourir intensivement à la technologie moderne pour réduire ses besoins de maind'œuvre. Pour les tâches exigeant la connaissance de la langue arabe, il remplacera les Palestiniens par des Egyptiens en signe de reconnaissance pour le rôle de leur gouvernement. Pour le reste, et notamment pour les tâches ménagères -500 000 domestiques avant l'invasion, soit 25 % de la population totale! l'émirat continuera à privilégier le recrutement d'Asiatiques du Sud et du Sud-Est, corvéables à merci et sans intention aucune de s'installer définitivement dans le Golfe

Le Koweit est, bel et bien, un Etat artificiel, d'abord et avant tout par sa structure sociale, où une population indigène en majorité privilégiée ou carrément parasitaire (un tiers des hommes koweitiens n'exerçait aucun emploi) vit d'une rente pétrolière disproportionnée et asservit ou exploite une majorité d'"immigrés", aujourd'hui promise à être réduite en minorité par décision des cheikhs.

28 mars 1991

## Contestation et "tour de vis"



LA PREPARATION du VIIe Congrès du Parti communiste vietnamien (PCV) s'annonce difficile. N'ayant pu se mettre d'accord, lors du comité central de janvier 1991, ni sur le projet de rapport

politique, ni sur le nom du successeur de Nguyên Van Linh, actuel secrétaire général, la direction du PCV a décidé de reporter, probablement de quelques mois, la tenue de son congrès, initialement prévu en mai prochain. Elle cherche à étouffer le débat en prenant des sanctions contre les "contestataires" les plus turbu-

lents et en contrôlant l'organisation des réunions préparatoires. Selon Phong Quang, le secrétariat du comité central a en effet interdit, dans diverses circulaires, de parler du pluralisme et a recommandé de ne pas déléguer aux conférences et congrès tout partisan de ce pluralisme (1).

La direction a décidé de rendre publique l'exclusion de ses rangs du colonel Bùi Tín, alors que cette mesure avait été rejetée, en janvier, par sa cellule. Le 7 mars 1991, l'agence de presse officielle vietnamienne a dénoncé ce dernier, rédacteur en chef adjoint du quotidien Nhân Dân (Le Peuple), l'organe central du PCV, pour avoir « trahi le Parti par ses activités et ses discours à travers les radios et la presse étrangères » (2). Le bureau politique ne lui a pas pardonné la "pétition d'un citoyen"

qu'il a rendue publique à Paris en novembre 1990 et la longue interview de trois heures qu'il a accordée à la BBC, dans lesquelles il réclamait la mise au point d'un programme d'urgence pour sortir le pays de la crise et la convocation d'une conférence politique extraordinaire (3).

Malgré ce nouveau "tour de vis" répressif, les appels en faveur de la démocratisation du régime se multiplient. En janvier, l'écrivain Nguyên Khac Viên a adressé une lettre au président du Front de la Patrie. Hoàng Minh Chinh vient lui aussi de reprendre la plume afin de rendre publiques ses critiques. Cet ancien résistant et ancien recteur de l'Institut de phi-

#### Pierre ROUSSET

losophie, après avoir suivi l'école supérieure du Parti à Moscou en 1957-1960, était retourné au Viêt-nam convaincu des crimes de Staline. Habitué des "pétitions", il a passé environ quinze années en détention et résidence surveillée pour en avoir adressé à la direction du Parti en 1963 (date de la "deuxième maoïsation" du PCV) et en 1981 (année où Nguyên Khac Viên avait de même envoyé une Lettre, à l'Assemblé nationale) (4).



Nous publions dans ce dossier deux documents importants.

Le premier est une interview accordée par Bùi Tín à la revue Diên Dàn Nguoi Viêt (Tribune Vietnamienne), publiée au Canada, en décembre 1990. Il s'explique sur les raisons qui l'ont amené à faire connaître ses idées par le biais d'une radio

étrangère; sur ce qu'il pense du pluralisme; sur les erreurs commises par la direction du PCV; et sur les objectifs qu'il poursuit.

Le deuxième est la Lettre que Nguyên Khac Viên a envoyée à Nguyên Huu Tho, président du Front de la Patrie, une organisation dirigée par le PC. Elle a été publiée en français par la revue Doàn Kêt (Solidarité) de Paris, dans son numéro de mars 1991.

Dans cette lettre, le docteur Viên lance un véritable cri d'alarme, jugeant que la prochaine réunion nationale du PCV représente le « congrès de la dernière

> chance ». Il dénonce le monopole absolu du pouvoir exercé par les organes du PC et réclame la séparation radicale du Parti et de l'Etat. Il analyse le processus de "dégénérescence" du PCV qui a suivi la victoire de la révolution en des termes qui rappellent ceux du soviétique d'adoption Christian Rakovsky dans sa lettre d'exil de 1928 sur « les dangers de professionnalisation du pouvoir ». Il souhaite que les dirigeants centraux du Parti, trop âgés et prisonniers des vielles habitudes de pensée, se « retirent d'eux-mêmes » pour laisser place à des nouveaux (5). Il défend la nécessité de renforcer la lutte pour les libertés - sur le plan national comme international - et de constituer à cette fin un « front démocratique populaire », afin de faire contrepoids au développement de l'économie de marché, à

l'appareil des fonctionnaires, et à leur logique déshumanisée.

Ces documents manifestent l'acuité des débats en cours et l'importance des enjeux du VIIe Congrès du PCV

22 mars 1991

2) Le Monde, 13 mars 1991.

3) Voir Inprecornº 324 du 15 février 1991.

Nous ne savons pas dans quelle mesure Hoàng Minh Chinh était à l'époque simplement antistalinien ou proprement pro-

<sup>1)</sup> Phong Quang, "L'année de tous les dangers", Doàn Kêt n° 431 de février 1991.

<sup>4)</sup> Nous n'avons pas encore le document de Hoàng Minh Chinh. Il avait eu connaissance du Rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, lors de son séjour à Moscou. De retour au Viêt-nam, en 1960, il aurait, dans un premier temps, fait accepter ses idées. Mais il s'est opposé à la direction quand, en 1963, elle s'est finalement rangée du côté de Pékin contre Moscou

<sup>5)</sup> Ce jugement porté par Nguyên Khac Viên nous donne l'occasion de rectifier un élément de notre précédent article. Ni Vo Nguyên Giap, ni Nguyên Co Thach ne semblent vraiment considérés comme des "réformateurs conséquents". Giap est respecté pour son passé et pour avoir été victime de manœuvres d'appareil. Mais il est maintenant très âgé et serait coupé des réalités. Thach serait un libéral convaincu en matière économique, mais pas en matière politique...

**Quand la maison** brûle ...

Nous publions ci-dessous une interview accordée par Bùi Tín au magazine Diên dàn Nguoi Viêt (Tribune Vietnamienne) au Canada et traduite dans Doàn Kêt (Solidarité) à Paris (1).

DIEN DAN NGUOI VIET : En rejetant les projets de résolutions qui seront présentés au VIIe Congrès national du Parti Communiste du Viêtnam, et en rendant publiques vos propres idées par l'intermédiaire de la BBC, vous avez enfreint la discipline du Parti. Pour quelles raisons et dans quel but ?

BUI Tín: Je ne rejette pas ces deux projets que j'ai étudiés avec attention. Je pense cependant que les conditions ne sont pas réunies pour aborder, maintenant, des problèmes à long terme qui concernent les décennies à venir. Le socialisme traverse aujourd'hui une crise globale, à la fois pratique et théorique, tant en Europe de l'Est, en Asie qu'à Cuba. Les problèmes à long terme doivent donc être étudiés d'une manière approfondie qui exclut toute hâte (nous autres Vietnamiens avons trop souffert des décisions précipitées). C'est pourquoi, j'ai demandé simplement que l'on ajourne le débat sur ces deux textes afin de concentrer nos efforts - tous nos efforts - pour sortir le pays de la crise qui s'aggrave de jour en jour. Lorsque la maison est en feu, il faut d'abord combattre l'incendie avant de discuter de son architecture future.

En ce qui concerne ma pétition, je dois préciser qu'en 1986, j'en avais déjà adressé une à la direction [du Parti] qui n'a pas daigné l'examiner. Cette fois-ci, je me vois contraint d'emprunter une voie détournée, celle de la BBC, toujours considérée au Viêt-nam comme une radio impérialiste et réactionnaire. Mais c'est le seul moyen de faire connaître ma pétition à nos compatriotes, rapidement et largement. J'ai donc conclu avec les responsables de la section vietnamienne de la BBC un accord selon lequel la radio britannique diffuserait sans modification la totalité de l'interview que je lui ai accordée et que j'ai écoutée avec attention. Je me réserve par ailleurs le droit de répondre à tout commentaire fallacieux. Bref, je pense avoir utilisé à bon escient ce moyen de communication sans être utilisé par qui que ce soit.

♦ Vous n'abordez pas dans cette interview la question la plus brûlante : le pluralisme et le multipartisme. Quelle est votre position à ce sujet ?

Je cherche avant tout à convaincre. C'est pourquoi la pétition a été rédigée de manière mesurée, sereine et courtoise. [...] S'agissant du pluralisme, mon point de vue est le suivant : un des points forts du processus de renouveau entamé depuis 1986 est justement la pluralité. Celle-ci



est entrée dans les faits sur le plan économique dès lors qu'on a reconnu l'existence des cinq composantes économiques. Il y a pluralité idéologique dès lors que la Constitution et le droit garantissent la liberté religieuse. Il y a pluralité politique du moment qu'on encourage le débat d'idées et le dialogue public. Il y a pluralité artistique et culturelle lorsqu'on reconnaît l'existence de styles, d'écoles, de méthodes différents. [...]

En ce qui concerne le multipartisme, il convient de tenir compte des conditions concrètes, particulières à chaque pays. En règle générale, l'existence de plusieurs partis politiques légaux est une condition nécessaire de démocratie. Le multipartisme anime la vie politique, il engendre l'émulation entre les partis qui se contrôlent réciproquement. Il existe cependant des exceptions, dues à des conditions historiques particulières. Il est arrivé qu'un parti seul était à même d'assumer sa tâche historique: c'est le cas du Viêt-nam avant 1975. Il est des pays, la Corée du Sud par exemple, où le multipartisme n'est pas une preuve de démocratie. Toujours est-il qu'affirmer qu'au Vietnam, le PCV ayant été le seul parti dirigeant, il en sera toujours ainsi jusqu'à la fin des temps, relève d'une conception simpliste et subjectiviste de l'histoire. C'est d'autant plus regrettable que cela a été dit par le plus haut dirigeant du Parti (2). Ce genre d'affirmation laisse penser que les communistes s'accrocheraient au monopole du pouvoir par simple intérêt. Dans un régime démocratique, les dirigeants du pays doivent être choisis par le peuple, élus par les citoyens.

### ♦ Que veut donc le Parti?

Le processus de renouveau entamé depuis 1986 était sur la bonne voie lorsqu'éclatèrent les événements d'Europe de l'Est, lesquels ont déclenché une réaction de panique fort regrettable dans le Parti. Les dirigeants ont mal analysé ce qui s'est passé. Pour eux, les événements esteuropéens ont été provoqués tout d'abord par la main des impérialistes et des réactionnaires, et ils sont également imputables à la ligne opportuniste de droite de Mikhail Gorbatchev. D'où la leçon qu'ils ont cru devoir en tirer : redoubler de vigilance vis-à-vis des forces réactionnaires et impérialistes, défendre le marxismeléninisme, tels sont à leurs yeux les deux tâches prioritaires du Parti. Cette erreur de jugement et cette psychose ont, à mon avis, bloqué le processus de renouveau, voire provoqué un retour au passé avec son cortège d'erreurs et donné de nous une image antipathique dans le monde.

Il y a trois ans, les dirigeants ont appe-

2) Par Nguyên Van linh, secrétaire général du PCV, dans

son discours du 1er septembre 1989.

<sup>\*</sup> Pour des raisons de place, nous avons condensé les questions adressées à Bùi Tín et opéré quelques coupes dans les réponses. Pour le reste, le texte est conforme à la version française publiée dans le Doàn Kêt de décembre 1990.

<sup>1)</sup> L'interview accordée à la BBC et à Doàn Kêt est disponible dans son intégralité, en vietnamien et en français, auprès de cette dernière revue. Elle sera aussi présentée dans le prochain numéro de Chroniques Vietnamiennes.

### QUI EST BUI TIN ? (de son nom de plume : Thành Tín)

- Né en 1927 à Hanoï.
- Entré dans l'Armée populaire en septembre 1945 (la quitte en 1982 avec le grade de colonel).
- Membre du Parti communiste depuis mars 1946.
- Durant la première guerre de résistance contre l'intervention française, a combattu dans le centre, puis au nord du Viêt-nam et. en 1954, a participé à la bataille historique de Diên Bién Phu.
- A participé à l'offensive générale de 1975. A reçu, le 30 avril, la capitulation des forces saïgonaises en tant qu'officier le plus haut gradé de la première colonne de blindés entrée dans le Palais présidentiel de Saïgon.
- Rédacteur-en-chef adjoint du Quân dôi Nhân dân (journal quotidien de l'Armée) en 1972-1981.
- Membre et porte-parole de la délégation de la République démocratique du Viêt-nam à la Commission militaire quadripartite à Saïgon en 1973.
- Membre de la direction, depuis 1982, puis rédacteur-en-chef adjoint, à partir de 1986, du Nhân Dân (Le Peuple, organe central du PCV).

lé les écrivains et les artistes à dire la vérité, à refuser de courber la plume, à conquérir eux-mêmes la liberté de création. Or, ceux-là mêmes qui les avaient pris au mot ont été par la suite critiqués, sanctionnés et neutralisés. C'est de l'inconséquence, une erreur regrettable en tout cas.

♦ Les erreurs commises par le PCV ne datent pas que d'hier...

L'histoire contemporaine du Viêt-nam a été marquée par de grandes victoires remportées au cours des guerres de libération nationale. D'autre part, elle a laissé en suspens une série de problèmes qui doivent être réévalués, non pas pour sanctionner tels ou tels protagonistes, mais plutôt pour enrichir notre expérience historique, notre sagesse nationale, et aussi, pour ramener la paix dans les esprits. Parmi les erreurs principales qui ont été commises, je relève d'abord ce gauchisme qui a imprégné notre Parti depuis longtemps. Cela a commencé avec le slogan des années 1930-31: « Arracher jusqu'à la racine les intellectuels, les richards, les propriétaires terriens et les notables », avec la politique discriminatoire à l'égard des autres organisations patriotiques (tel le parti Viêt-nam Quôc dân dang, Guomindang vietnamien). Viennent ensuite les erreurs graves commises lors de la réforme agraire (1953-56) qui ont causé la mort d'une dizaine de milliers d'innocents. Dans les décennies suivantes, c'étaient la priorité accordée à l'industrie lourde et la collectivisation hâtive de l'agriculture qui ont freiné le développement des forces productives et causé d'immenses dégâts à la société. Il y a eu de nombreuses "affaires politiques" telles l'affaire du Nhân Van - Giai Pham, l'affaire des « révisionnistes », des « éléments anti-parti » et des « réactionnaires » dans lesquelles ont été impliqués [des officiers supérieurs, des cadres politiques, des journalistes, universitaires, artistes et intellectuels] sans oublier les douze colonels arrêtés au

lendemain du congrès de l'organisation du Parti au sein de l'armée en 1986 (3). Toutes ces affaires doivent être élucidées de manière publique et conformément à la loi. Les victimes doivent être réhabilitées publiquement et en toute clarté.

> ♦ A l'heure actuelle, le PCV entend poursuivre l'ouverture économique tout en refusant le changement politique. C'est aussi l'entente avec la Chine, doublée d'une cour assidue auprès de l'Amérique.

A mon avis, le processus de renouveau doit être un tout cohérent, où le politique et l'économique s'articulent de manière interactive. Par ailleurs, politique intérieure et politique extérieure doivent aller de pair dans leur innovation, l'une prolongeant l'autre. Dans cette restructuration, le rôle respectif du Parti, de l'Assemblée nationale, des organes élus et du Front doit se définir de manière claire et pette.

Sur le plan diplomatique, il importe de normaliser les relations en même temps et dans toutes les directions, de refuser tout alignement, de faire de notre pays un facteur de stabilité et de coopération dans la région, de nous intégrer résolument dans la communauté internationale. Toute conduite vassale vis-à-vis de Pékin aux fins de normaliser les relations avec le Parti communiste chinois, toute attitude quémandeuse envers les Etats-Unis relèvent du fantasque politique. C'est dommageable et vain.

Dans le domaine de la politique intérieure, la tâche primordiale est de démocratiser d'une manière conséquente, sans hésitations. Les actes doivent se conformer à la parole. Promouvoir l'union nationale afin de reconstruire le pays par la mobilisation de toutes les potentialités matérielles, intellectuelles et morales de tous nos compatriotes, y compris ceux de la diaspora, en faisant appel à leur amour de la patrie. Mettre en pratique, sincère-

ment et profondément, la réconciliation et la concorde nationales, abolir toute discrimination vis-à-vis des Vietnamiens d'outre-Mer et à l'égard des religions.

♦ Fin novembre 1990, le Xe Plenum du comité central du PCV a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la sécurité publique.

J'ai ressenti une panique plus accentuée chez nos dirigeants depuis le Xe Plenum. Se resserrer la ceinture, compter sur ses propres forces, exagérer délibérément les menaces extérieures, ce n'est pas avec ce genre de mots d'ordre que l'on surmontera la crise. Ils risquent, au contraire, d'empirer les choses [...].

◆ En rendant publique la pétition, à qui vous adressez-vous en priorité ? Et à quelles conséquences vous préparez-vous ?

[...] La force de cette pétition, si force il y a, réside uniquement dans sa rationalité, son réalisme. J'espère qu'elle ne parviendra pas seulement aux oreilles des dirigeants (qui la jetteront probablement à la corbeille) mais également, et surtout, à de nombreux compatriotes. Je crois en la puissance de l'opinion publique. Parce que j'y crois, je m'interdis des propos démagogiques, me limitant à exprimer ce qui me paraît juste, à dire comme j' ai mal au Viêt-nam. J'espère contribuer ainsi à animer, à enrichir et à démocratiser les débats au sein de la société et dans les congrès du Parti. C'est dans un vaste débat démocratique qu'une issue pourra être trouvée à la crise dont souffre notre pays. Je ne nourris pas d'ambition politique personnelle. J'entends simplement assumer ma responsabilité de citoyen. En prolongeant mon séjour en France pour des raisons de santé, je ne demande pas l'asile politique. Je compte rentrer au Viêt-nam, unir mes efforts à ceux de nos compatriotes afin de trouver une solution aux problèmes de notre pays.

> Diên dàn Nguoi Viêt Décembre 1990

<sup>3)</sup> Le groupe d'intellectuels Nhân Van-Giai Phâm (Humanisme et Belles lettres) a été sévèrement réprimé en 1956. Par ailleurs, à partir de 1963, date à laquelle le PCV s'est rangé du côté chinois dans le conflit sino-soviétique, et jusqu'en 1967, date à laquelle la Révolution culturelle a ouvert une crise dans les relations sino-vietnamiennes, une série d'affaires" ont éclaté durant lesquelles des cadres ont été accusés de "révisionnisme", d'être des "anti-parti", voire des "réactionnaire". En 1986, enfin, le congrès de l'organisation du PC dans l'Armée populaire s'est refusé à déléguer au Vle Congrès national trois des principaux dirigeants militaires. Des pressions-répression ont faite à l'encontre de douze colonels.

### Le Docteur Viên

Le docteur Nguyên Khac Viên, âgé de 78 ans, dirige le Centre d'études psychologiques de l'enfant, organisation nongouvernementale (ONG). Première de ce type au Vietnam, elle a été créée en octobre 1988 par un groupe de pédiatres et de pédagogues.

Depuis 1943, Viên poursuit ses activités militantes, d'abord en tant que nationaliste vietnamien et anti-colonialiste,

puis que communiste.

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, Viên a collaboré avec des militants trotskystes à l'organisation des travailleurs vietnamiens en France. En 1949, cependant, il a rejoint les rangs du Parti communiste français (PCF). Il a alors assumé toutes les positions du PCF, dont le soutien aveugle à Staline, la dénonciation de Tito en Yougoslavie ou des trotskystes en France. Pourtant, selon Hoang Giang, à la différence d'autres, il préférait user contre ces derniers de l'arme politique plutôt que de la calomnie infamante (1).

De retour au Viêt-nam, en 1963, il a naturellement intégré les rangs du PCV. Il a pu garder, malgré le changement de parti et par mesure exceptionnelle, son "ancienneté" dans le mouvement, hommage

rendu à sa personalité.

Devenu directeur des Etudes Vietnamiennes, une revue de fort bonne tenue, il
s'est affirmé comme l'un des intellectuels
vietnamiens les plus connus et l'un des
porte-parole officieux du PCV les plus
convaincants. Nous sommes nombreux
de notre génération, mobilisés contre la
sale guerre impérialiste en Indochine, a
avoir beaucoup appris de lui, tant sur le
pays lui-même que sur sa lutte de libération.

Il s'est progessivement engagé dans le combat pour la réforme du Parti. En 1981, il a envoyé une première *Lettre* publique à l'Assemblée nationale (pour souligner la prééminence qu'il accorde dorénavant à l'État sur le Parti), qui fustige l'inertie bureaucratique et l'héritage maoïste du PCV. Dans la préparation du VIe Congrès de 1986, il s'est résolument rangé du côté des rénovateurs. Il semble avoir alors beaucoup attendu de l'URSS de Gorbatchev.

La nouvelle Lettre que nous reproduisons aujourd'hui témoigne d'une pensée toujours en évolution. Elle sanctionne probablement la fin des illusions vis-à-vis de la direction soviétique et éclaire d'un jour sévère l'état actuel du PCV. Elle semble ouvrir aussi, en quelques phrases un tant soit peu sybillines, un champ de questions sur les leçons des bouleversements mondiaux en cours. \*

P.R.

## Le congrès de la dernière chance

Le docteur Nguyên Khac Viên ne s'est pas rendu à une réunion organisée par le Front de la Patrie pour discuter des textes préparatoires au VIIe Congrès du Parti communiste vietnamien. Il s'en explique dans cette lettre du 7 janvier 1991, adressée au président du Front, Nguyên IIuu Tho.\*

### DOCUMENT

TOUT d'abord, excuse-moi de n'être pas venu à la réunion du Front de la Patrie. Tu veux sans doute connaître mon opinion, aussi te la présenterai-je ici. Je ne veux pas débattre du *Programme...* et de la *Stratégie...* (1), car ce n'est pas le moment. Il y a d'autres choses à faire, plus urgentes.

Le problème essentiel du VIIe Congrès n'est pas le programme politique, il est de résoudre la question de l'organisation. Le VIe Congrès [de 1986] a dégagé une ligne correcte mais n'a pas établi une organisation nouvelle, telle est la contradiction principale de ces années passées. Or, tant que la question ne sera pas résolue, on ne peut aller de l'avant; pire, on ne peut que s'enfoncer dans une crise aggravée.

L'appareil du Parti est actuellement totalement impuissant, plongeant la société dans le désordre et empêchant tout développement. Impuissance qui trouve son origine dans le fait que :

1) Les comités du Parti, de l'échelon central au niveau local, détiennent tous les pouvoirs. Le bureau politique, le se-crétariat, la commission centrale de l'organisation, la commission centrale de la culture et de l'idéologie décident de toutes les questions concrètes, tandis que le conseil des ministres, l'Assemblée nationale, les ministères, les départements ne font qu'exécuter. A l'échelon provincial, chaque secrétaire fédéral du Parti est un seigneur qui décide de tout, de l'économie à la culture en passant par la nomination du personnel. Il en est de même au ni-

veau de chaque district, de chaque commune.

Il résulte de cette confusion entre les appareils du Parti et de l'Etat une situation où les décisions ne sont prises qu'avec lenteur et où chacun rejette la responsabilité sur l'autre. Finalement, il n'y a, à proprement parler, ni direction ni gestion, et l'impuissance de l'appareil d'Etat va de pair avec la dégénérescence du Parti.

Le Parti dégénère alors qu'il détient directement le pouvoir. Si, dans le passé, adhérer au Parti, c'était se porter volontaire dans les combats, affronter l'emprisonnement, aujourd'hui, ce n'est plus qu'un moyen de promotion dans l'appareil. Les opportunistes se ruent sur le Parti et chaque dirigeant est entouré de courtisans, tandis que ceux qui font preuve de droiture sont écartés, découragés. Tant que le Parti détiendra le pouvoir, la dégénérescence se poursuivra, et ni l'activité de formation ni la critique et l'autocritique ne pourront y remédier. Rien de plus facile pour les corrompus que de réprimer ceux qui les accusent, et ce au nom du Parti.

2) La population, les cadres, les militants de base du Parti ont perdu toute confiance dans le personnel dirigeant. Le bureau politique, le secrétariat, la commission centrale de l'organisation, la commission centrale de la culture et de l'idéologie ne comprennent que des camarades qui sont soit trop âgés, physiquement inaptes (au-delà de 70 ans, on devrait se retirer) (2), soit trop enracinés dans les vieilles habitudes de pensée et de travail, incapables de suivre l'évolution de leurs temps, d'être en phase avec les nouvelles générations, de saisir les problèmes nouveaux.

Mon souhait est que le VIIe Congrès concentre ses efforts pour régler définitivement deux problèmes :

2) La moyenne d'âge des membres du bureau politique est

de 74 ans, et de 64 ans au comité central.

<sup>1)</sup> Hoang Giang, Chroniques Vietnamiennes nº 4, été 1986.

<sup>\*</sup> Le texte intégral de la traduction française de cette lettre est paru dans le Doàn Kèt de mars 1991.

 <sup>1)</sup> Le "Programme politique pour la construction du socialisme" et la "Stratégie pour la stabilisation et le développement socio-économique jusqu'à l'an 2 000" sont les deux documents officiels préparatoires au VIIe Congrès du PCV.

### En défense de Georges Boudarel

Depuis quelques semaines, une véritable campagne a été déclenchée, en France, contre Georges Boudarel, maître de conférences en histoire à l'université de Paris VII. Son crime : avoir été un « soldat blanc de Ho Chi Minh », un français passé du côté du Vietminh durant la guerre coloniale de 1945-1954; et être devenu instructeur politique dans un camp de militaires français prisonniers des Vietnamiens.

Cette campagne, engagée à l'initiative de l'extrême droite, a pris des proportions considérables. Les journaux, les radios et les télévisions couvrent "l'affaire", multipliant articles, éditoriaux et tribunes d'opinion. Un ancien ministre, des députés et des représentants des principaux partis de droite en France, jugent qu'un "déserteur", un "traître" ne saurait être enseignant. Ils exigent que Boudarel soit radié de l'université, ainsi que des listes électorales ; il ne saurait être considéré comme "citoyen à part entière". D'autres menacent de le poursuivre pour "crimes contre l'humanité".

Ce n'est évidemment pas un hasard si cette campagne a été déclenchée au lendemain de la guerre du Golfe. L'heure est à la réhabilitation de l'armée française, tristement célèbre pour les exactions commises durant la période coloniale, à la criminalisation de l'engagement révolutionnaire.

Nous reviendrons plus longuement dans notre prochain numéro sur la signification de cette campagne de haine menée contre un universitaire, quarante ans après les faits, mais aussi sur ce que fut la guerre coloniale française, l'itinéraire politique de Georges Boudarel, la question des camps de prisonniers du Vietminh, la légitimité de la résistance antiimpérialiste. \*

- a) Que le Parti proclame résolument la restitution de tous les pouvoirs aux différents organes élus et étatiques. Et, concrètement, qu'il procède à la dissolution d'une série d'organes du comité central et des comités du Parti au niveau local; qu'il restitue une série de biens immobiliers et transfère à l'Etat les deux-tiers de ses cadres; la compression du personnel doit commencer par les organisations du Parti.
- b) Que les camarades actuellement à la tête des organes du comité central se retirent d'eux-mêmes et laissent la place à des personnes nouvelles. Ce sera un acte éminent de patriotisme, hautement apprécié par la population et les cadres, susceptible de recréer une confiance qui s'est profondément dégradée. Au cas où ces camarades persisteraient à se maintenir en place cela ne se fera qu'au détriment de leur passé glorieux et ils porteront la responsabilité d'un écroulement prochain.

Si le Congrès ne tranche pas clairement en définitive sur ces deux questions (mon seul souhait est de voir mes prévisions déjouées), notre pays entrera dans des années sombres.

A propos de la situation du pays, je voudrais exprimer les quelques idées sui-

L'économie privée va se développer, les firmes internationales investiront au Viêt-nam. Il y a là une tendance à laquelle on ne peut résister et qui va permettre le progrès des sciences et techniques et la mise en valeur, par un certain nombre de personnes, de leurs capacités. La bourgeoisie nationale et le capital étranger vont s'allier pour exploiter les ressources et la main-d'œuvre.

Au service de cette structure économique, on trouvera un triple appareil : l'appareil de gestion économique, l'appareil étatique de gouvernement (administration, police), l'appareil culturel et idéologique (qui détient les médias).

Or, à partir du moment où il s'agit d'économie de marché, le profit est roi et il n'y a pas à parler d'humanité. De même, dès lors qu'il s'agit d'un apparcil de fonctionnaires, l'humanité ne saurait en être la devise. Face à un tel appareil économico-politico-idéologique, dont le caractère est à la fois national et international (un cadre supérieur de cet appareil se considère en même temps comme Vietnamien et comme appartenant à Mitsubishi ou Toyota, Philips, etc.) le peuple doit nécessairement former un front démocratique pour y faire contrepoids et désendre:

- les libertés démocratiques ;
- la justice sociale (assurer une rémunération correcte aux travailleurs; éviter une différentiation sociale trop poussée; assurer l'éducation et la santé; défendre la culture);
  - l'environnement;
  - la paix.

Un tel front, tout en rejetant la lutte armée, doit mettre en œuvre toutes les formes de lutte démocratiques pour avant tout obtenir:

- la liberté de presse et de pensée ;
- la liberté d'association pour organiser ses propres conditions de vie en dehors des contraintes de l'appareil.

C'est par une lutte bicentenaire et continue que les populations des pays capitalistes développés ont pu établir un régime que nous qualifions à tort de démocratie bourgeoise. Libertés démocratiques et droits sociaux ont été arrachés de haute lutte à la bourgeoisie et devraient donc

être qualifiés plutôt de démocratiques populaires afin de bien saisir le sens du pro-

Si un front du capital mondial est en train de se constituer, son contrepoids, le front démocratique populaire au niveau mondial, est aussi en formation. Notre peuple ne peut rester à l'écart. Ce n'est pas seulement dans les pays dits socialistes qu'il a des amis. Le moment viendra où l'appareil se verra imposer des limites, et sera pour ainsi dire ligoté, alors les dénominations de capitalisme ou de socialisme n'auront plus d'importance. Le front démocratique aura changé de nature.

Liberté de presse, d'association, de pétition, de manifestation, de grève, d'élection sont des formes de lutte de notre époque qui ont fait la preuve qu'elles pouvaient conduire à des réformes profondes. Selon le contexte de chaque pays, la formation du front pourra être plus ou moins lente et difficile.

Souhaitons que notre Parti sache se réformer pour constituer l'armature d'un tel front. Actuellement, la direction du Parti a pris le chemin inverse. Les manquements à la démocratie dans le Parti et la société ont conduit à rejeter des personnes de conviction (tels Bùi Tín, Duong Thu Huong, les Vietnamiens de l'extérieur signataires de la Lettre, et auparavant nos camarades Lê Liêm, Ung Van Khiêm, Dang Kim Giang) en en faisant des opposants, et ont découragé un grand nombre parmi lesquels, on peut le dire, presque tous les jeunes et les intellectuels ayant un idéal (3).

Telles sont quelques unes de mes réflexions et espérances, car pour ma part, vu mon âge avancé et ma condition physique affaiblie, je ne nourris pas d'autres ambitions. Les années qui me restent à vivre, je les consacrerai au développement des études de psychologie de l'enfant dans le cadre du Centre N-T qu'avec des amis nous avons mis sur pied depuis deux ans (4).

Mars 1991

La revue Doàn Kèt (Solidarité) paraît en victnamien, mais elle comprend toujours quelques pages en français: Doàn Kèi 193, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12 (France) Tel: (33-1) 42 72 78 08

4) N-T est l'abréviation vietnamienne d'Etudes de psychologie infantile, l'organisation non-gouvernementale que dirige Viên.

<sup>3)</sup> Au sujet de Duong Thu Huong et de la "Lettre" des Vietnamiens de la diaspora, voir Inprecor nº 324 du 15 février 1991. Au sujet de Bùi Tin, voir article en p. 20 . Les trois autres "camarades" auxquels Viên se réfère ont été condamnés pour "révisionnisme" ou position "anti-parti", lors des "affaires" qui ont secoué les milieux dirigeants du PCV, de 1963 à 1967. Lê Liêm était membre du comité central et vice-ministre de la culture Ung Van Khiêm était ministre des Affaires étrangères, et Dang Kim Giano était général de l'Armée populaire.

# La résistance des mineurs

La Bolivie, présentée aujourd'hui comme un "bon élève" des institutions financières internationales paye très cher leurs bonnes grâces. La baisse spectaculaire de l'inflation et le retour des capitaux étrangers s'est faite au prix d'un ajustement économique sauvage, qui a supposé une réduction drastique des effectifs de la classe ouvrière (notamment dans les mines) et un appauvrissement spectaculaire de la population (le pouvoir d'achat a chuté de 75 % en dix ans ; le taux de mortalité infantile est de 169 pour mille — comparable à celui des pays d'Afrique noire).

Pour réussir cette "restructuration" du pays, le gouvernement bolivien devait disloquer la Centrale ouvrière bolivienne (COB), la plus organisée d'Amérique latine.

Felipe Vazquez est mineur et dirigeant de la Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie (FSTMB) à la mine de Huanuni. Il nous parle des luttes des mineurs boliviens.

INPRECOR : Le néo-libéralisme économique semble s'implanter sans trop

de mal en Amérique latine, en tout cas dans certains pays. La Bolivie a été un véritable champ d'expérimentation des mesures d'ajustement.

Felipe VAZQUEZ: En effet, c'est en Bolivie que l'offensive de l'impérialisme s'est faite le plus sentir, et que la politique néolibérale a été le plus violemment appliquée, depuis 1985, date de l'arrivée au gouvernement du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) (1). Le gouvernement de Paz Zamora a, par exemple, adopté un décret qui a légalisé l'application de cette ligne,

dessinée par le nord-américain Sachs—celui-ci est actuellement consenler du gouvernement polonais; avant il avait "aidé" Menem, en Argentine, et Fujimori, au Pérou.

Ce plan vise fondamentalement à liquider l'avant-garde du mouvement ouvrier bolivien, c'est-à-dire le secteur des mines. Il a d'ores et déjà provoqué 23 000 licenciements de mineurs sur les 30 000 employés par le secteur nationalisé de la Corporacion minera boliviana (COMI-BOL) (2).

Le MNR a su tirer profit de la situation créée par l'échec du prétendu gouvernement de gauche — la bourgeoisie le considérait comme tel — de l'Union démocratique populaire (UDP), dirigé par Hernan Siles Suazo (3), qui était composé du Parti communiste de Bolivie (PCB) et du Mouvement de la gauche révolution-



Manifestation à la mine de Huanuni (DR)

naire (MIR). Le discrédit de la gestion gouvernementale de l'UDP a ouvert la voie au MNR qui a pu ensuite s'attaquer au mouvement ouvrier.

Depuis le début, les mineurs se sont opposés à la politique économique du

MNR. En août 1987, le gouvernement a décentralisé (voir encadré en p. 26) la COMIBOL; les mineurs ont immédiatement riposté et organisé ce qu'on a appelé la Marche pour la vie, partie de Oruro avec 5 000 personnes et qui s'est rendue à Cajamarca. Le 28 août, les manifestants ont été encerclés par l'armée. La direction de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), dirigée notamment par le PCB, a cédé devant les soldats, malgré la détermination des mineurs qui voulaient briser le cercle; cela a découragé les travailleurs.

En même temps, le MNR a essayé de désamorcer le mouvement en offrant le paiement d'une série de services sociaux supplémentaires, qui ne figurent pas dans la loi du travail. Il a, par exemple, proposé une prime annuelle, qui s'ajoutait à l'allocation-chômage; il a dit qu'il était prêt à assumer les dépenses de déménagement de tous ceux qui accepteraient de quitter leur poste; de leur donner une allocation-chômage de 80 bolivianos [monnaie nationale] par mois (le salaire des mineurs est de 60 bolivianos), etc. Ces propositions ont évidemment facilité le recul des travailleurs.

◆ La réduction numérique de la classe ouvrière active s'estelle traduite par un affaiblissement de son influence politique dans la société?

Sans aucun doute, le licenciement de 23 000 mineurs a affaibli le mouvement ouvrier bolivien; mais le gouvernement voulait aller bien plus loin: il cherchait à anéantir la combativité de cette couche de travailleurs et, évidemment, son influence au sein de la COB. Il veut, en fait, liquider la Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie (FSTMB).

Mais, jusqu'à présent, il a échoué dans la mesure où les 7 000 mineurs qui sont restés à leur poste de travail ont continué à résister, ce qui l'empêche de poursuivre l'application des autres mesures — la privatisation de l'éducation et de la santé et, évidemment, la fermeture

1) En 1952, une insurrection de masse avait porté au pouvoir le MNR dirigé à l'époque par Victor Paz Estensorro. Le premier gouvernement du MNR a notamment nationalisé les mines d'étain et adopté une réforme agraire.

En 1971, le général Hugo Banzer a fait un coup d'Etat. En 1985, après des élections frauduleuses, le MNR est revenu au pouvoir et a décrété immédiatement un train de mesures d'austérité, sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI).

En 1989, lors de nouvel es élections, le dirigeant du MIR, Jaime Paz Zamora a été é u président de la République. Il s'est allié avec le MNR et avec la formation de droite du général Banzer (Alliance démoc-atique nationaliste — ADN) et a mis sur pied un gouvernement de "convergence et d'unité nationale"

2) Lors de la nationalisation de mines d'étain, une société

nationale a été mise sur pied, la Coporacion minera boliviana (COMIBOL).

3) Le gouvernement de l'UDP était formé par le Parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire. Cette coalition, dirigée par Hernan Siles Suazo, avait remporté les élections de 1980. Avant que ce dernier n'assume ses fonctions, le général Garcia Meza avait fait un coup d'Etat et instauré une junte militaire (de fut un des premiers "narco-gouvernements" d'Amérique latine). L'UDP est revenue au pouvoir en 1982. Pendant trois ans, elle a appliqué une politique économique a mi-chemin entre ses idéaux populistes et la "nouvelle réalité" latino-américaine. Le néo-libéralisme a ainsi gagné du chemin, alors que le prix de l'étain — principale production du pays — chutait. En 1985, l'UDP était remplacée par le gouvernement du MNR, dirigé par Victor Paz Estensorro des mines. Après les premiers licenciements, les travailleurs ont décidé que plus personne n'accepterait une mise au chômage, ni le transfert dans une autre entreprise; les mineurs doivent rester à la mine et défendre leurs postes de travail. Nous sommes tous convaincus qu'une fois éloignés de leur centre minier et de leur syndicat, les mineurs n'ont plus aucune chance de rester organisés, ni de participer à la lutte politique.

◆ La politique économique du gouvernement de Paz Zamora prévoit aussi la prétendue "coopérativisation" des entreprises, qui pourraient paraît-il se réorganiser sous contrôle des travailleurs. Qu'en pensent ces derniers?

Les mineurs se sont opposés à cette "coopérativisation" des entreprises. Cela ne veut pas dire que nous soyons contre la coopérativisation dans le sens socialiste; mais, en Bolivie, ces "coopératives" ressemblent beaucoup aux entreprises privées, avec des exploiteurs et des exploités. Elles ont un caractère capitaliste; voilà pourquoi nous n'en voulons pas.

♦ Quelle alternative présentez-vous face aux mesures économiques du gouvernement ?

La COMIBOL et le gouvernement ont déclaré qu'ils ne pouvaient plus financer le fonctionnement des entreprises minières et qu'il fallait réaliser des investissements importants dans ce secteur. C'est ainsi qu'ils ont paralysé toute la production durant deux ans. Mais, au fond, ils

### Vous avez dit "modèle"?

La politique néo-libérale appliquée en Bolivie si elle a permis de limiter l'inflation (20 % pour l'année 1990, contre 25 000 % sous le gouvernement de Siles Suazo, entre 1982 et 1985), a aussi entraîné récession et chômage. Le taux de croissance atteint presque 3 % mais 80 000 licenciements ont déjà eu lieu — ce qui touche 25 % de la population active.

Les salaires sont gelés depuis 1985 malgré de forts mouvements de protestation : en 1989, 80 000 enseignants se sont mis en grève (le gouvernement a répondu en décrétant l'état de siège ; en arrêtant et en déportant 858 syndicalistes).

La Bolivie est aussi un "modèle" dans le traitement du problème de la dette extérieure depuis 1988. Ses créances, qui avaient atteint 5,6 milliards de dollars, se sont réduites à 3,5 milliards en 1990 (ce qui représente quand même 183 % de son Produit national brut de 1990 et 63 % de ses recettes à l'exportation). La Bolivie avait déjà racheté 470 millions de sa dette commerciale en 1990 par la "cession" de biens nationaux par le biais de privatisations à grande échelle.

Le gouvernement a aussi lancé un vaste plan de privatisations (100 entreprises d'Etat sur 157 doivent être privatisées dans les cinq ans qui viennent, ce qui devrait rapporter 500 millions de dollars à l'Etat). Malgré cela, la Bolivie a besoin de 600 millions de dollars pour l'année 1991 — autant que le produit annuel des exportations de cocaïne, cultivée sur 140 000 hectares.

Sept des plus grandes mines d'étain ont été mises aux enchères en décembre 1990 ; elles devraient être cogérées par l'Etat (la COMIBOL) et le secteur privé acheteur (dans ce qui est appelé le système des "risques partagés").

Ainsi, la COMIBOL devrait devenir un holding, qui remettra à des entrepreneurs privés, selon les accords de "risque partagé," l'administration des secteurs que l'Etat n'est plus capable de financer.

Le reste des entraprises nationalisées sera directement vendu à des investisseurs privés (cela concerne les branches laitières, le traitement du caoutchouc, les raffineries sucrières, les entreprises de ciment, les entreprises agro-industrielles, la métallurgie, etc).

D'autres entreprises nationales passent sous régime de "contrats de rendement" (l'Etat garde le contrôle de ces sociétés, qui ont une plus grande autonomie pour définir leurs programmes). Cela concerne la COMIBOL, mais aussi la compagnie pétrolière (YPFB), les postes et télécommunications, l'électricité, l'eau, les aéroports et les chemins de fer... ★

voulaient que les mineurs se lassent de cette situation et acceptent une mise au chômage.

Mais cela n'a pas été le cas, bien au contraire.

Les travailleurs ont élaboré leurs propres plans alternatifs, entreprise par entreprise, tout en proposant un plan de réhabilitation. Le gouvernement a été contraint

> l'accepter car, d'un point de vue économique, technique et administratif nous avons fait la démonstration qu'il n'était pas nécessaire d'effectuer des licenciements, mais. qu'au contraire, avait besoin de plus de mineurs, et donc qu'il fallait créer de nouveaux postes de travail.

Le gouvernement a été forcé d'accepter notre programme de réhabilitation, tout en proposant qu'il ne dure que deux ou trois

Nous avons relevé ce défi et nous avons prouvé que l'on pouvait rééquilibrer une entreprise en trois à six mois, avec des salaires de 60 bolivianos par mois, tout en travaillant les heures qu'il faudrait, sans réclamer le paiement d'heures supplémentaires et sans revendiquer le niveau de qualification que nous gagnions.

Le gouvernement a dû accepter, mais il était convaincu que cela n'allait pas marcher

Nous, nous nous sommes mis au travail : nous avons pas réhabilité les entreprises en quatre mois, et non en deux ans et demi comme le prévoyaient les autorités. Les centres ont recommencé à produire.

Nous avions calculé qu'à partir d'un certain niveau de production les entreprises non seulement équilibreraient leurs dépenses, mais, en plus, feraient des bénéfices. Nous avons alors proposé que ces excédents soient distribués parmi les travailleurs. C'est alors que la COMIBOL a commencé à saboter nos efforts : nous n'avions plus d'argent pour acheter des pièces de rechange ni les équipements nécessaires. La COMIBOL voulait empêcher que les objectifs des mineurs ne se réalisent.

Nous nous sommes battus. Ensuite, la



Manifestation de femmes, lors de la marche des mineurs de 1987 (DR)

direction a profité de la chute des prix internationaux de l'étain pour justifier la fermeture de certaines entreprises.

Lorsque nous avons réhabilité les centres miniers, la livre d'étain était à 4 dollars (ce taux permettait d'envisager des bénéfices); aujourd'hui, le prix est tombé à 2,5 dollars. Dans ces conditions, avec une mauvaise gestion et des coûts surévalués, la majorité des gisements semblait vouée à l'échec.

Mais, nous n'avons pas lâché prise; nous avons présenté un autre projet économique plus technique et plus solide. Nous avons ainsi fait la preuve que les mineurs sont non seulement capables de travailler, mais qu'ils peuvent aussi faire des incursions dans le domaine administratif. Nous avons obtenu des résultats positifs, mais le gouvernement continue ses manœuvres.

A cause de la chute de la production et de la baisse des prix, la COMIBOL a déclaré la mine d'Iloco en faillite. Il prétendait qu'il la remettait aux coopératives, or, en réalité, il en faisait une entreprise privée.

Les travailleurs ont demandé qu'on leur en donne le contrôle; la direction et le gouvernement ont fini par accepter et les travailleurs ont loué ce gisement, avec un contrat.

La production a repris et a même été multipliée par trois ; cette entreprise a évidemment fait des bénéfices.

En voyant ce résultat, la COMIBOL a déclaré: « Nous vous avons loué cette entreprise et vous la faites produire; mais ce sera à nous de la gérer, c'est-à-dire que nous allons administrer les ressources de la production et commercialiser les minéraux. Nous en déciderons les coûts, nous engagerons les salariés, etc. » Les travailleurs ont répondu : « Il n'en est pas question. Ce sera à nous d'embaucher le gérant et les techniciens. Nous avons notre propre équipe administrative. » La COMIBOL a riposté: « Non, la Constitution nous donne les moyens de ne pas brader les entreprises nationalisées. Donc, nous devons nous occuper des aspects financiers. »

Mais la COMIBOL a été encore plus loin et a commencé à organiser une provocation. Elle a engagé des mercenaires, sous le qualificatif de "coopérateurs", dans les mines de Catavi et de Siglo XX et les a transférés à Iloco. A Iloco, il y a 200 mineurs; la direction a envoyé 600 chômeurs les expulser, et il y a eu trois affrontements.

Aujourd'hui, les travailleurs d'Iloco réclament le respect du contrat signé avec COMIBOL.

◆ A part ce cas concret, les mineurs

### ont-ils travaillé à une proposition économique plus générale ?

Nous avons discuté dans plusieurs assemblées générales face aux dangers imminents de voir les centres miniers remis à des entreprises privées ou de "risque partagé" — comme les appelle le gouvernement — ; nous avons adopté un contreplan pour répondre à celui des Nord-Américains.

La COMIBOL prétend qu'elle a besoin de 35 millions de dollars pour remettre en route toutes les entreprises. La Fédération des mineurs a obtenu un financement de 70 millions de dollars; malheureusement, cet argent venait des pays arabes qui aujourd'hui sont en guerre. Malgré tout, nous gardons confiance et nous pensons qu'en travaillant nous pouvons réhabiliter les entreprises.

Nous demandons qu'on nous remette les mines dans les conditions où elles sont, et malgré le bas prix de l'étain. Nous nous méfions de la gestion administrative de la COMIBOL, car elle obéit aux choix du gouvernement et vise implicitement à liquider les entreprises. Il est inutile de les faire changer d'avis! On ne peut sûrement pas attendre que le gouvernement agisse de bonne foi, dans le sens des intérêts de la Bolivie.

Par ailleurs, les relations entre ouvriers et patrons n'existent plus. Très souvent, les travailleurs ne veulent même plus voir les techniciens et vice-versa. Il est impossible de s'arranger avec une telle administration. Voilà pourquoi nous avons demandé que les mines nous soient remises dans une lettre que nous avons donnée au gouvernement.

### ♦ Quelle a été la réaction du gouvernement ?

D'abord, il a décidé de mettre au chômage technique les 7 000 mineurs qui travaillaient encore et 30 % d'employés de la Fonction publique qui ne sont pas syndiqués. Près de 70 000 travailleurs vont ainsi se retrouver à la rue. Face à cela, il ne nous reste qu'à nous battre de toutes nos forces; on ne peut plus chercher un accord avec les autorités.

Lorsque nous signons des conventions collectives, l'administration applique ce qui l'arrange et les parties concernant les droits des travailleurs sont violées.

En novembre 1990, nous avons signé un accord qui devait avoir une durée de 30 jours; il entraînait une baisse de 50 % des revenus des travailleurs, car il prévoyait que les heures supplémentaires ne seraient plus payées. Selon le gouvernement lui-même, l'inflation atteint 15 %,

où les effets de la hausse des carburants tournent aux alentours de 35 %. Tout cela a eu un impact négatif sur les salaires des travailleurs; en un an, entre août 1989 et août 1990, nous avons perdu 80 % de notre pouvoir d'achat.

Par ailleurs, le gouvernement a profité des mobilisations pour annuler le droit de grève, alors que la Constitution le garantit. Il profite de cet accord et prétend que les jours de grève sont des absences injustifiées. C'est ainsi que les femmes ont commencé à se mobiliser et à organiser des marches — à la place de leur compagnons, menacés de licenciements s'ils n'allaient pas travailler — pour appuyer nos revendications.

Les mois qui viennent seront décisifs. Soit le gouvernement remporte ce bras de fer et écrase la résistance des travailleurs, en privatisant les entreprises, et réussit son projet néo-libéral, soit les mineurs boliviens parviennent à réaliser leurs projets, prennent le contrôle des entreprises et font pencher le rapport de forces en leur faveur.

Propos recueillis par Gonzalo Molina et Cecilia Garmendia 12 février 1991

### Solidarité!

Une motion de solidarité avec la classe ouvrière et le peuple de Bolivie a été adoptée par le XIIIe Congrès mondial de la IVe Internationale, en février 1991. En voici les principaux extraits.

» Le gouvernement, sous prétexte de combattre la culture de la coca, a cédé la souveraineté bolivienne à l'impérialisme yankee, en permettant que des bases contrôlées par la Drug Endowment Agency (DEA) et des militaires yankees s'installent [en Bolivie] ; ceci s'est traduit par une aggravation des violations des droits de l'homme, surtout de ceux des indiens boliviens.

» Les mobilisations, les grèves et autres actions réalisées par les travailleurs, les femmes et le peuple bolivien en général pour faire face à cette offensive méritent la solidarité la plus large. (...)

» Le XIIIe Congrès mondial de la IVe Internationale appelle donc tous ses militant(e)s, tous les militants sociaux, au niveau international, pour qu'ils entreprennent des campagnes permanentes de soutien au peuple bolivien :

- en défense de ses conquêtes historiques ;
- l'impérialisme yankee hors de Bolivie ;
- pour le renforcement de la solidarité internationale avec la COB et la FSTMB. » ★

Février 1991

### Tchang Kaï Chek et la révolution

Dans l'esprit de beaucoup d'entre nous s'est formé une image bien définie de Tchang Kaï Chek. A une époque, celui-ci avait non seulement la réputation d'être de gauche, mais jouait un rôle actif comme partisan de la révolution mondiale. De cela témoignent des documents révélés, il y a peu, par le diplômé en Sciences historiques B. Borodine.

Au début des années 20, un pouvoir populaire s'établit dans le sud de la Chine, dirigé par Sun Yat Sen. Le leader de la démocratie chinoise, admirateur de la révolution d'Octobre et éprouvant un profond respect pour V. I. Lénine, envoya en URSS son compagnon, le général Tchang Kaï Chek, âgé de 36 ans, à la tête d'une délégation du Kuomintang, pour étudier l'expérience du Parti bolchevique, des Soviets et de l'Armée rouge. La visite eut lieu de septembre à novembre 1923. A cette époque, Lénine était gravement malade. L'envoyé de Sun Yat Sen fut reçu par Trostky, Roudzoutek, Tchichérine et Lounatcharsky. En plus de Moscou et de sa région, les hôtes se rendirent à Pétrograd et

Cronstadt. Ils visitèrent les fabriques et les usines, les académies et les écoles militaires, les corps de troupes, les navires et les aérodromes militaires.

Le 25 novembre 1923, sous la présidence de Zinoviev, le présidium du comité exécutif du Komintern entendit une communication de Tchang Kaï Chek sur les activités du Kuomintang. Celui-ci y était présenté commme un des « facteurs révolutionnaires mondiaux », et son travail comme « une partie de la révolution mondiale. »

Tchang Kaï Chek fit des pronostics très optimistes sur la révolution chinoise : « Nous espérons qu'après trois à cinq ans de travail, nous aurons accompli avec succès la première étape de la révolution chinoise : la révolution natio-

nale. Dès que nous l'aurons obtenue, nous passerons à la deuxième étape en propageant les mots d'ordre commu-nistes. Ainsi, il sera plus facile pour le peuple chinois de réaliser le communisme. »

En ce qui concerne la révolution mondiale, Tchang Kaï Chek déclara que le Kuomintang considérait que la Russie soviétique en était la « base fondamentale » et qu'elle devait aider à faire la révolution en Allemagne et en Chine. Au nom du Kuomintang, il proposa, lorsque la révolution aurait triomphé dans ces pays, de créer une « union des trois grandes puissances », avec l'appui desquelles « nous pourrons plus facilement accomplir la révolution mondiale et en finir avec le système capitaliste sur terre ».

Après avoir discuté de la communication de Tchang Kaï Chek, le présidium adopta la résolution « sur le mouvement de libération nationale en Chine et sur le Kuomintang », dans laquelle est recommandé « tout le soutien possible au Kuomintang ».

Lors de sa rencontre avec le représentant de Sun Yat Sen, le 27 novembre 1923, Trotsky souligna que pour le Kuomintang, le travail politique était plus important que le travail militaire. « Il vaut mieux un bon journal qu'une mauvaise division » dit-il.

Trotsky fit comprendre à Tchang Kaï Chek que dans son combat, la révolution chinoise devait compter avant tout sur ses propres forces. « Sans un fort parti révolutionnaire en Chine, sans son travail politique et propagandiste » déclara le président du Conseil militaire révolutionnaire d'URSS, « même si nous vous donnions beaucoup d'argent, si nous vous fournissions un soutien militaire, vous ne pourriez quand même rien faire ».

Tchang Kai Chek remercia pour les conseils et donna l'assurance que le Kuomintang « s'efforcerait de mettre en pratique l'opinion des camarades russes ».

D'une convers ation avec un des plus proches compagnons d'armes de Sun Yat Sen, Lao Tchoum Kaï, le conseiller politique du Kuomin-

tang, M. Borodine retira l'impression que Tchang Kaï Chek était rentré « avec des sentiments très bienveillants envers nous, rempli d'enthousiasme ».

D'après un des spécialistes militaires soviétiques ayant travaillé en Chine, « le séjour de Tchang Kaï Chek à Moscou et sa rencontre avec les soldats rouges et leurs chefs, l'ont favorablement influencé ».

Tchang Kaï Chek collabora avec les communistes chinois, profita des services des conseillers militaires soviétiques, parmi lesquels V. Blücher occupait une place éminente. Mais peu à peu, son comportement à l'égard du PC soviétiques et de l'URSS se modifia.

A la vérité, il continua pendant un certain temps à se présenter comme révolutionnaire-

internationaliste.

Le 7 novembre 1926, il envoya à Staline un télégramme de félicitations à l'occasion du IXe anniversaire de la révolution d'Octobre, où il se prononçait pour le maintien des liens entre la Chine et l'Union soviétique dans l'intérêt de la révolution mondiale.

Le 12 avril 1927, Tchang Kaï Chek accomplit son tounant contrerévolutionnaire. Staline fut très chagriné de lui avoir, peu de temps auparavant, adressé sa photo avec une dédicace amicale... ★

> Argumenti I Fakti Mars 1990



Le dernier numéro des Cahiers d'études et de recherche vient de paraître



Abonnez-vous aux Cahiers d'études et de recherche 5 numéros des CER: 100 FF 10 numéros: 200 FF Chèques à l'ordre de Pierre Rousset, virements au CCP, Paris 11 541 97T Envoyer à CER, 2 rue Richard Lenoir, 93108, Montreuil, France.

### Du PCI au PDS

La longue marche du Parti communiste italien

Livio Maïtan



numero 15, 1991

25F, 10FS, 170FB

### MARTINIQUE Solidarité internationale

En Martinique, les questions internationales n'ont jamais autant ocupé les esprits depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le Groupe révolution socialiste (GRS, section martiniquaise de la IVe Internationale) avait donc décidé de populariser la préparation du XIIIe Congrès de la IVe Internationale, en organisant, le 22 février 1991, un meetingdébat qui a rassemblé un large public attentif à la nouvelle situation mondiale après la guerre du Golfe.

Plusieurs initiatives internationalistes y furent décidées :

— La lutte pour la défaite de l'impérialisme dans le Golfe (plusieurs initiatives ont été organisées avec d'autres courants antiimpérialistes, dont la campagne avec l'écrivain Gilles Perrault).

 La mobilisation aux côtés de la révolution cubaine et du peuple haïtien qui se retrouvent isolés.

— La campagne contre la célébration du Ve centenaire de la colonisation des Amériques (voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991).

 La campagne pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde.

Au-delà de ce meeting, le GRS a pu populariser le XIIIe Congrès par l'intermédiaire de radios locales (dont les deux plus importantes), et dans l'unique quotidien martiniquais. ★

### PORTUGAL

### Débat sur le militarisme

Le dimanche 10 mars 1991, un programme de la première chaîne de télévision portugaise a pris une initiative inédite: confronter différents points de vue sur le thème « A quoi servent aujourd'hui les Forces armées? ». La question est d'autant plus brûlante, alors que la guerre du Golfe a accentué les pressions pour le réarmement et la professionnalisation de l'institution militaire qui, au Portugal, a gardé les caractéristiques les plus répressives héritées du régime fasciste.

Connu par sa campagne contre le militarisme, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale) fut donc convié à défendre ses positions au cours de l'émission. Fran-

cisco Louçã (PSR), Alfredo Frade (PSR et député municipal à Lisbonne) et Alcides Vilar (Jeunesse ouvrière catholique, organisation qui collabore avec le PSR dans la campagne en défense des objecteurs de conscience) étaient donc face à Azevedo Soares, militaire, membre de la commission politique du parti libéral au pouvoir, Carlos Coelho, vice-président du groupe parlementaire de la majorité, et enfin Cardoso Ferreira, vice-président de la commission parlementaire sur la Défense et membre du conseil de Défense nationale (qui nomme l'état-major militaire).

Le débat a surtout porté sur le fonctionnement de l'institution militaire, ses compromissions avec l'OTAN, sa discipline et ses règlements, sur le droit à l'objection de conscience (Alcides Vilar est l'un des premiers insoumis au Portugal), et sur les plans de professionnalisation de l'armée

A la fin du débat, un sondage a été effectué sur un échantillon d'un millier de téléspectateurs. D'après les résultats, les positions défendues par le PSR ont obtenu 43 % d'opinions favorables (le PSR obtient 1 % aux élections générales) contre 53 % pour les positions traditionnelles du régime, ce qui fut annoncé comme un résultat scandaleux et surprenant. \*

### BELGIQUE

### Dette du tiers monde : Bombe à retardement

C'est sur ce thème que les comités belges pour l'annulation de la dette du tiers monde ont organisé un colloque qui a réuni près d'un millier de personnes à Bruxelles, le 16 mars 1991. Parmi les orateurs se trouvaient : Gilles Perrault, l'un des initiateurs de l'appel international ; Susan Georges, conseillère de l'Unesco et de l'Organisation des Nations-Unies, pour l'Afrique ; René Dumont, agro-

nome et Ernest Mandel.

Selon l'Unicef, 40 000 enfants meurent, chaque année, de malnutrition ou de maladies curables. Alors qu'en neuf mois, la guerre du Golfe a coûté aux pays de la coalition près de 100 milliards de dollars, on évalue à 2,5 milliards de dollars le coût financier annuel pour sauver ces enfants d'une situation dramatique.

Cette initiative de Bruxelles sera bientôt suivie d'une mobilisation internationale contre le sommet des sept pays les plus riches, à Londres, le 13 juillet 1991 et par l'organisation à Paris, le 8 juin 1991, d'un rassemblement sur le thème : "Six heures pour l'annulation de la dette".





### Grève générale

C'est à l'appel du principal syndicat algérien, lié au pouvoir, l'Union générale des travailleurs algérien (UGTA), qu'a eu lieu la grève générale des 13 et 14 mars 1991, provoquée par une hausse importante des prix.

Ce mouvement a été largement suivi dans l'ensemble du pays et a mis en difficulté le syndicat islamiste, qui n'appelait pas à la grève. Dans certaines entreprises où celui-ci avait réussi — devant les faiblesses de l'UGTA, mal organisée à la base — à gagner du terrain, beaucoup de travailleurs ont quand même cessé le travail, et comme chez les cheminots, certains dirigeants fa-

vorables à la grève ont été mis à la porte du syndicat islamiste.

Le succès de cette grève, qui a largement dépassé la base de l'UGTA — de nombreuses initiatives, organisation d'assemblées générales, vote du mouvement, ont été prises en charge à la base —, a redonné une certaine confiance aux travailleurs et a marqué un recul du Front islamique du salut (FIS), à quelques mois des élections générales. \*

### Solidarité avec les femmes algériennes

Un appel en solidarité avec les femmes algériennes a été adopté par le XIIIe Congrès de la IVe Internationale :

L'intifada du 5 octobre 1988 a permis aux travailleurs, aux jeunes, aux femmes et aux masses populaires de s'exprimer, de s'organiser, mais la montée de l'intégrisme menace ces libertés si chèrement payées.

Préoccupé par l'ouverture au marché mondial, le pouvoir algérien, qui multipliait les entraves aux mouvements démocratiques, a été d'une complaisance sans égal à l'égard des agressions intégristes contre les meetings non-islamistes, d'un laxisme sans limites face aux violences contre les femmes ; il a accepté sans réagir les milices islamistes assiégeant les cités universitaires des étudiantes.

Le Front islamique du salut menace les maigres acquis des femmes algériennes et bénéficie d'un très large consensus dans la société algérienne patriarcale. En effet, dans ce pays, le Code de la famille, qui date de 1984, impose à la femme un tuteur pour se marier, l'obéissance au mari et à sa famille, la quasi-impossibilité de divorcer, l'abandon des enfants en cas de remariage, etc.

Les intégristes s'attaquent au droit au travail des femmes qui n'occupent pourtant que 4 % des emplois. Ils s'attaquent à la mixité dans les écoles, séparent les employés des deux sexes dans les mairies islamistes. En réalité, ce sont le droit d'étudier et le droit de circuler avec ou sans hidjab (voile) qui sont menacés.

Les femmes ont réagi avec courage ; elles ont construit leurs associations, elles ont manifesté contre les agressions, contre les menaces

sur l'emploi et le droit aux études. Elles ont dénoncé la loi électorale qui permet aux ennemis des femmes de voter, par procuration, à leur place

Elles ont été traitées d'agents du « parti de la France », « d'éperviers du colonialisme », mais elles étaient 4 000, le 8 mars 1989 et 20 000, le 8 mars 1990 Elles construisent, dans leur coordination unitaire, un grand mouvement unifié avec les moudjahidates, combattantes de la guerre de libération nationale.

Alors que les défenseurs du projet le plus rétrograde possèdent, aujourd'hui, les moyens les plus sophistiqués pour leur propagande, les femmes, elles, n'ont pas de moyens propres pour imprimer le moindre tract, le moindre appel.

Les femmes algériennes sont en danger! Elles n'ont plus que quelques mois pour mieux s'organiser face aux danger de voir les intégristes remporter les prochaines élections législatives.

Les femmes algériennes ont besoin de notre solidarité matérielle et politique!

